

**PRESENTATION GENERALE DE JAZZ**

**JAZZ est une offre groupée de services. JAZZ comprend des services qui sont communs à tous les Adhérents ou à une catégorie d'Adhérents seulement.**

**ARTICLE 1 – LES SERVICES COMMUNS A TOUS LES ADHERENTS (OU UNE CATEGORIE D'ADHERENTS)****1.1 Les services principaux**

JAZZ se compose obligatoirement des services suivants :

- une carte de débit (uniquement CB VPay/CB Visa Evolution mineur pour les Adhérents âgés de 15 ans et uniquement CB VPay/CB Visa Evolution, CB Visa ou CB Mastercard à débit immédiat pour les 16/17 ans),
- une assurance clés, papiers, moyens de paiement, téléphone mobile, smartphone ou tablette tactile et Prolongation de la garantie Constructeur : Quiétis,

Les services principaux de JAZZ forment un ensemble indivisible de services. La résiliation de l'un ou l'autre de ces services entraîne automatiquement la résiliation de JAZZ dans son ensemble (options comprises).

La Notice d'Information de Quiétis est annexée aux présentes conditions générales et en fait partie intégrante.

Les Conditions Générales de fonctionnement des cartes de paiement figurent dans la Convention de Compte Société Générale.

**1.2 Les services complémentaires**

En plus des services principaux, dont l'Adhérent bénéficie automatiquement dès son adhésion, la souscription à JAZZ comprend également la possibilité pour l'Adhérent de bénéficier, en fonction de ses souhaits et/ou de ses besoins, des services bancaires complémentaires ci-dessous :

- l'émission d'un chèque de banque par an ;
- le choix du code secret de la carte de paiement incluse dans JAZZ ;
- la possibilité d'effectuer sans frais, pour les Adhérents titulaires d'une Carte CB Visa ou CB Mastercard, six retraits d'espèces par mois, aux distributeurs de billets de toutes les banques de la zone Euro autres que Société Générale et Crédit du Nord (en dehors de JAZZ, le forfait de retraits sans frais aux distributeurs d'autres banques avec les cartes CB Visa ou CB Mastercard est de trois retraits par mois. Il est illimité avec les cartes CB Visa Premier, CB Gold Mastercard et CB Visa Infinite, y compris en dehors de JAZZ) ;
- la mise en place d'une Facilité de caisse (sauf pour les Adhérents mineurs), sous réserve de l'accord préalable de Société Générale, sur le compte de particulier individuel ou collectif de l'Adhérent associé à JAZZ. Le montant de la Facilité de caisse est fixé d'un commun accord entre l'Adhérent et son Conseiller, en fonction de la situation de l'Adhérent et indiqué dans les Conditions Particulières du compte à la rubrique Facilité de caisse. Les intérêts débiteurs de la Facilité de caisse sont décomptés au taux en vigueur à la date du décompte et selon les modalités prévues dans les Conditions Générales de la Facilité de caisse qui figurent dans la Convention de Compte Société Générale ;

- le remplacement sans frais de la carte de paiement en cas de perte, vol ou utilisation frauduleuse ;

- les oppositions au paiement d'un chèque (non accessible aux Adhérents de 15 ans qui ne bénéficient pas de chéquier et sauf pour les Adhérents à l'option Souplesse qui bénéficient déjà de cette prestation) : en cas de perte ou de vol d'une ou plusieurs formules de chèque(s) payables sur le compte rattaché à JAZZ, le client est exonéré des frais de mise en opposition, pendant toute la durée de l'adhésion à JAZZ.

Les oppositions au paiement d'un chèque pour utilisation frauduleuse, sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire du porteur sont facturées dans les conditions tarifaires indiquées dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers » (1) ;

- le relevé de compte thématique (possibilité de choix entre le relevé chronologique et le relevé thématique, classé par type d'opérations).

L'adhésion à JAZZ permet aussi de bénéficier de réductions tarifaires sur certains services bancaires de Société Générale. Ces réductions sont indiquées dans le document intitulé « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ».

(1) *Les opérations faisant l'objet d'une tarification figurent dans le document « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ». Ce document est remis à l'ouverture du compte et tenu à la disposition de la clientèle dans nos agences et sur le site internet : [particuliers.societegenerale.fr](http://particuliers.societegenerale.fr).*

**ARTICLE 2 – AVANTAGES RESERVES AUX ADHERENTS DE 18/24 ANS**

En plus des services et avantages indiqués à l'article 1, les Adhérents JAZZ de 18/24 ans, bénéficient :

- d'un forfait d'exonération d'agios (intérêts débiteurs) dont le montant et les modalités de fonctionnement sont indiqués dans les Conditions Particulières de JAZZ. Dès que l'Adhérent atteint l'âge de 25 ans, ce forfait d'exonération d'agios prend fin automatiquement et de plein droit.
- d'une réduction tarifaire sur la cotisation JAZZ et sur toutes les options (hormis sur le niveau étudiant de l'option Internationale).

Le montant de ces réductions est indiqué dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ».

Au vingt-cinquième anniversaire de l'Adhérent, sauf résiliation de sa part, le contrat JAZZ se poursuit automatiquement et l'Adhérent conserve, aux conditions tarifaires indiquées dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers », les services communs à tous les Adhérents JAZZ et les options éventuellement souscrites.

**ARTICLE 3 – AVANTAGES RESERVES AUX ADHERENTS DE 15/17 ANS**

En plus des services indiqués à l'article 1 auxquels ils ont accès, les Adhérents de 15/17 ans bénéficient d'une réduction tarifaire sur la cotisation JAZZ et sur les options Tranquillité et Alerte SMS. Le montant de ces réductions est indiqué dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ».

À compter de son seizième anniversaire, l'Adhérent peut demander à son Conseiller, sous réserve d'acceptation par Société Générale, une carte CB Visa ou CB Mastercard à débit immédiat.

Au dix-huitième anniversaire de l'Adhérent, sauf résiliation de sa part, le contrat JAZZ se poursuit automatiquement au tarif

réservé aux Adhérents JAZZ de 18/24 ans et indiqué dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ». L'Adhérent peut alors demander à son Conseiller, sous réserve d'acceptation par Société Générale la mise en place d'une Facilité de caisse sur le compte associé à JAZZ, une carte CB Visa Premier, CB Gold MasterCard ou CB Visa Infinite et/ou choisir le débit différé.

Sauf résiliation de sa part, les options éventuellement souscrites se poursuivent automatiquement aux conditions tarifaires indiquées dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ».

**ARTICLE 4 – LES OPTIONS**

Aux services et avantages visés aux articles 1, 2 et 3, l'Adhérent peut ajouter l'option internationale présentée synthétiquement ci-dessous.

Les conditions particulières et générales de l'option internationale sont remises à l'Adhérent au moment de la souscription de l'option. Sauf dispositions contraires dans les

Conditions Générales de l'option éventuellement souscrite, l'ensemble des clauses des présentes Conditions Générales de JAZZ sont également applicables à l'option.

**Les options Tranquillité et Souplesse ci-après ne peuvent plus être souscrites depuis le 23 avril 2018.**

**4.1 L'option Tranquillité**

L'option Tranquillité n'est plus ouverte à la souscription depuis le 23 avril 2018. Les conditions de cette option, ci-dessous, sont valables pour toutes les adhésions antérieures au 23 avril 2018.

**Elle comprend :****Le Service Opposition Toutes Cartes**

Service d'aide en cas de perte ou de vol des cartes de paiement, de crédit ou de retrait, et ce par un enregistrement des références par le client.

**Le Service Mémoire**

Le Service Mémoire est un corollaire du Service Opposition (blocage) Toutes Cartes. Il permet à l'Adhérent d'enregistrer des informations relatives à ses papiers d'identité (carte d'identité, passeport), permis de conduire ou encore date de contrôle technique. L'Adhérent est automatiquement averti de la date d'expiration de ses papiers d'identité trois mois avant leur échéance et de son prochain contrôle technique 45 (quarante-cinq) jours avant l'échéance.

Le Service Opposition Toutes Cartes (et son corollaire le Service Mémoire) a été souscrit par Société Générale pour le compte des Adhérents JAZZ auprès de Loyaltybuild Limited, société de droit irlandais, immatriculée en Irlande sous le numéro 411428, dont le siège social est situé Station Road Ennis, County Clare, Irlande, et dont le capital social est de

500 000 EUR, via sa succursale en France (qui utilise le nom commercial Affinion International), située 124 rue Réaumur, CS 60207, 75084 Paris Cedex 02, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 795 083 591, et est présenté par Société Générale mandatée à cet effet.

**L'Assurance Garantie Prix**

Contrat d'assurance souscrit par Société Générale auprès d'Allianz IARD par l'intermédiaire de Affinion International Assurances, SARL au capital de 8 000 EUR, ayant pour numéro unique d'identification 795 083 591 RCS de Paris, siège social : 124 rue Réaumur, CS 60207, 75084 Paris Cedex 02, Immatriculation à l'ORIAS n° 07 026 343 (entreprises régies par le *Code des assurances*) qui garantit à l'Assuré le remboursement de la différence entre le prix payé pour l'achat d'un bien neuf garanti et un prix inférieur constaté dans un point de vente physique à accès grand public, dans les conditions et limites mentionnées dans les conditions générales de l'option Tranquillité. La garantie est valable 60 (soixante) jours après cet achat pour un bien neuf identique, de même marque portant la même référence du fabricant, même en période de soldes.

**4.2 L'option Souplesse**

L'option Souplesse n'est plus ouverte à la souscription depuis le 23 avril 2018. Les conditions de cette option, ci-dessous, sont valables pour toutes les adhésions antérieures au 23 avril 2018.

L'option Souplesse n'est pas proposée aux mineurs.

Elle comprend :

- PIANO, un service composé :

– d'un forfait d'exonération d'agios (intérêts débiteurs) sur les agios éventuellement dus sur le compte bancaire auquel est rattaché JAZZ ;

– d'une garantie décès accidentel permettant le versement d'un capital décès égal au montant du découvert constaté lors du décès accidentel sur le compte bancaire auquel est rattaché JAZZ, dans les conditions et limites mentionnées dans les conditions générales de l'option Souplesse ;

– de l'exonération des frais d'opposition sur chèques en cas de perte ou de vol d'une ou plusieurs formules de chèque(s) payables sur le compte rattaché à JAZZ.

- l'exonération des frais de lettre d'information pour compte débiteur non autorisé.

Dans le cadre de cette option, le service PIANO est précisé tel que mentionné dans les conditions générales de l'option Souplesse. Notamment, l'Adhérent bénéficie d'un forfait d'exonération d'agios spécifique décrit aux conditions générales de l'option Souplesse.

#### 4.4 L'option Internationale

Aux services et avantages visés aux articles 1 et 2, l'Adhérent de 16 ans ou plus (ou mineur émancipé) peut ajouter à tout moment l'option Internationale présentée synthétiquement ci-dessous. Les conditions particulières et générales de l'option sont remises à l'Adhérent au moment de sa souscription. Sauf dispositions contraires dans les Conditions Générales de l'option Internationale, l'ensemble des clauses des présentes Conditions Générale de Jazz sont également applicables à l'option.

L'option Internationale n'est pas proposée aux moins de 16 ans. Elle comprend un ensemble de services bancaires composé, selon le niveau choisi :

- d'un forfait mensuel d'exonérations des commissions fixes et variables Société Générale sur les paiements et les retraits effectués en dehors de la zone Euro, avec la carte bancaire Internationale souscrite dans le cadre de Jazz ;
- et en sus pour les niveau Illimités et Etudiants, d'un forfait mensuel d'exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur les virements occasionnels non SEPA (internationaux) émis ou reçus avec coordonnées correctes du bénéficiaire. Quatre niveaux sont proposés :

##### **Niveau Initial :**

- exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur 6 paiements hors zone Euro, par mois ;
- exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur 2 retraits par carte bancaire dans un Distributeur Automatique de Billets (hors guichet) hors zone Euro, par mois.

##### **Niveau Intense :**

- exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les paiements par carte hors zone Euro ;
- exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les retraits par carte bancaire dans un Distributeur Automatique de Billets (hors guichets) hors zone Euro

##### **Niveau Illimité :**

- Exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les paiements par carte bancaire hors zone Euro ;
- Exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les retraits par carte bancaire dans un Distributeur Automatique de Billets (hors guichets), hors zone Euro ;
- En plus de services liés à la carte de paiement internationale, en niveau Illimité, l'Adhérent bénéficie de l'exonération des frais pour émission ou réception de virements internationaux pris par Société Générale sur tous les virements occasionnels internationaux non SEPA reçus et émis en agence ou sur Internet (montant maximum autorisé pour un virement sur Internet : 4 000 €. Au-delà de 4 000 €, l'Adhérent doit contacter son Conseiller clientèle).

##### **Niveau Etudiants :**

- exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les paiements hors zone Euro ;
- exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les retraits par carte bancaire dans un Distributeur Automatique de Billets hors zone Euro.

En plus de services liés à la carte de paiement internationale, en niveau Etudiants, l'Adhérent bénéficie de l'exonération des frais pour émission ou réception de virements internationaux pris par Société Générale sur tous les virements occasionnels internationaux non SEPA reçus et émis en agence ou sur Internet (montant maximum autorisé pour un virement sur Internet : 4 000 €. Au-delà de 4 000 €. L'Adhérent doit contacter son Conseiller clientèle).

Ce niveau est réservé aux étudiants de moins de 29 ans révolus (Présentation d'un justificatif du statut d'étudiant » obligatoire valide au moment de la souscription). Dès lors que les conditions ne sont plus remplies (client non étudiant et/ou client âgé de 30 ans ou plus), le niveau basculera automatiquement en niveau Illimité et sera facturé au tarif en vigueur dès le mois de changement de situation.

Par ailleurs, les éventuelles commissions des banques correspondantes restent à la charge de l'Adhérent.

#### ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ADHESION A JAZZ

Peuvent adhérer à JAZZ les personnes physiques âgées d'au moins 15 ans, titulaires à Société Générale d'un compte bancaire, individuel ou collectif, enregistrant les opérations relatives à la vie privée, et ne faisant pas l'objet d'une interdiction bancaire ou judiciaire d'émettre des chèques ni d'une inscription au Fichier Cartes Bancaires géré par la Banque de France.

JAZZ est incompatible avec les offres Service Bancaire de Base et Générés. Les mineurs doivent être représentés par leur représentant légal.

Seuls les titulaires de compte majeurs et capables peuvent souscrire à JAZZ à distance. Les non-résidents peuvent adhérer à JAZZ.

Toutefois, les courriers et mailings ne sont envoyés qu'en France métropolitaine. Sauf dispositions contraires dans les Conditions Générales des options éventuellement souscrites, les conditions d'adhésion aux options de JAZZ sont identiques à celles de la présente clause.

#### ARTICLE 6 – COTISATIONS JAZZ

La cotisation de JAZZ est indiquée dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ». Elle est prélevée mensuellement, sur le compte de particulier rattaché à JAZZ, en milieu de mois. Pour un contrat souscrit entre le 1er et le 14, la cotisation est prélevée dès le mois de souscription. Pour un contrat souscrit à partir du 15 du mois, la cotisation n'est prélevée qu'à compter du mois suivant.

##### **Avantages tarifaires spécifiques et fonctionnement**

En fonction de sa situation, l'Adhérent peut bénéficier d'avantages tarifaires. Ils sont précisés dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires

– particuliers » ou le cas échéant la brochure « Conditions et tarifs appliqués aux professionnels » (ces avantages tarifaires ne sont pas cumulables. Le tarif préférentiel le plus avantageux est appliqué).

Dès lors que les conditions pour que l'Adhérent puisse bénéficier des avantages tarifaires qui le concernaient ne sont plus remplies, le tarif spécifique dont il bénéficiait cesse automatiquement et de plein droit et il devient redevable du montant de la cotisation mensuelle correspondant à sa nouvelle situation, mentionnée dans la brochure « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers », en vigueur à cette date.

Concernant les tarifs JAZZ / JAZZ PRO, il est ici précisé que si l'Adhérent JAZZ est également Adhérent JAZZ Pro (l'offre groupée de Société Générale destinée à sa clientèle de professionnels), l'Adhérent JAZZ et l'Adhérent JAZZ Pro bénéficient, compte tenu de la détention concomitante de JAZZ et de JAZZ Pro, d'une réduction sur leurs cotisations mensuelles (JAZZ et options éventuellement rattachées à JAZZ, d'une part, et JAZZ Pro, d'autre part).

Quand l'Adhérent JAZZ Pro est une personne morale, c'est le représentant légal personne physique désigné qui bénéficie de la réduction, tant qu'il conserve cette qualité. Dans cette hypothèse, l'Adhérent JAZZ reconnaît expressément qu'en acceptant le bénéfice de la réduction, il autorise Société Générale à informer l'Adhérent JAZZ Pro de la résiliation de JAZZ.

La réduction tarifaire en cas de détention simultanée de JAZZ et de JAZZ Pro ne s'applique qu'à un seul contrat JAZZ (et ses options éventuellement rattachées). Si l'Adhérent détient plusieurs contrats JAZZ, la réduction ne s'applique qu'à la cotisation de JAZZ (et des options éventuellement rattachées) la moins chère. En outre, cette réduction n'est pas cumulable avec celle éventuellement proposée à l'Adhérent JAZZ co-titulaire d'un compte joint (JAZZ Duo).

Lorsque la détention concomitante de JAZZ et de JAZZ Pro n'est plus respectée, la réduction accordée à chaque Adhérent est perdue immédiatement et de plein droit. Chaque Adhérent devient redevable de l'intégralité de ses cotisations.

La présente clause s'applique à toutes les options associées à JAZZ, sauf dispositions contraires des contrats relatifs aux options.

## **ARTICLE 7 – DUREE DU CONTRAT - RESILIATION**

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des parties peut à tout moment le résilier.

Les services principaux de JAZZ formant un ensemble indivisible de services, la résiliation de l'un ou l'autre de ces services

entraîne automatiquement la résiliation de JAZZ et des options souscrites.

### **7.1 Résiliation du fait de l'Adhérent**

L'Adhérent peut à tout moment, par lettre simple, lettre recommandée ou lettre signée remise à son guichet, résilier son adhésion à JAZZ. Lorsque JAZZ est rattaché à un compte collectif, chaque co-titulaire peut individuellement résilier JAZZ

valablement. Une telle résiliation sera opposable aux autres co-titulaires du compte sans que Société Générale n'ait besoin d'effectuer aucune démarche ni formalité à l'égard des autres co-titulaires.

### **7.2 Résiliation du fait de Société Générale**

Société Générale se réserve la possibilité de résilier JAZZ à tout moment moyennant un préavis d'un mois minimum. Cette résiliation sera portée à la connaissance de l'Adhérent par lettre simple et prendra effet le dernier jour du mois d'expiration du préavis.

En outre, Société Générale se réserve le droit de résilier sans préavis JAZZ :

- en cas d'impossibilité de prélever le montant d'une cotisation due par l'Adhérent, au titre des services communs de JAZZ ou des options éventuellement souscrites ;

- en cas de comportement gravement répréhensible ou de manquement grave de l'Adhérent à ses obligations contractuelles.

Lorsque le compte auquel est rattaché JAZZ est inactif au sens de la législation applicable sur les comptes bancaires inactifs rappelée dans la convention de compte de particulier, Société Générale résilie JAZZ (ainsi que QUIETIS) avec un préavis minimum d'un mois à compter de la date d'envoi du premier courrier constatant l'inactivité du compte, et au plus tard trois mois à compter de cet envoi.

### **7.3 Résiliation du fait de la clôture du compte bancaire supportant la cotisation de JAZZ**

La clôture du compte bancaire entraîne immédiatement et automatiquement la résiliation automatique de JAZZ et de ses options.

### **7.4 Conséquences de la résiliation de JAZZ**

La cotisation est due au titre du mois civil au cours duquel intervient la résiliation, elle sera perçue même si la résiliation intervient avant sa perception effective.

#### **7.4.1 Sur la Facilité de Caisse et la carte de paiement**

Sauf indication contraire reçue du client, la résiliation de JAZZ, hors clôture du compte, n'entraîne pas automatiquement la résiliation de la Facilité de caisse et de l'adhésion à la carte de paiement. Ces services sont conservés séparément par le client dans les conditions prévues dans la Convention de compte. La

conservation de la carte de paiement donne lieu au paiement par le client de la cotisation annuelle de la carte indiquée dans la brochure des "Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers".

#### **7.4.2 Conséquences sur QUIETIS**

La résiliation de JAZZ, hors clôture du compte, n'entraîne pas non plus la résiliation automatique de l'adhésion à Quiétis, sauf

indication expresse du client (voir modalités à l'article 8 de la Notice d'Information Quiétis). Cette assurance est conservée

séparément par le client. La résiliation de JAZZ donne lieu au paiement par le client d'une cotisation calculée prorata temporis de la date de résiliation de JAZZ jusqu'à la date annuelle de

facturation à l'unité, sur la base de la cotisation annuelle figurant dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires » - particuliers».

#### **7.4.3 Conséquences sur les autres services**

Sauf indication contraire reçue du client, la résiliation de JAZZ, hors clôture du compte, n'entraîne pas automatiquement la résiliation :

- du relevé de compte thématique,
- du service Synopsis JAZZ (pour les adhésions antérieures au 17/01/2011).

Ces services sont conservés séparément par le client et donnent lieu au paiement par le client des cotisations indiquées dans la

brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ».

En revanche, la résiliation de JAZZ met immédiatement et automatiquement fin :

- au forfait d'exonération d'agios prévu à l'article 2 réservé aux Adhérents de 18/24 ans ;
- aux réductions tarifaires dont bénéficiait l'Adhérent au titre de la détention de JAZZ.

#### **7.4.4 Conséquences sur les options**

La résiliation de JAZZ met immédiatement et automatiquement fin aux options souscrites. Toutefois, si au moment de la résiliation de JAZZ, hors clôture du compte :

- l'Adhérent est également Adhérent à l'option Souplesse, il est précisé et convenu entre les parties que la résiliation de l'option Souplesse ne met pas fin automatiquement au service PIANO. L'Adhérent conserve, sauf indication contraire de sa part et nonobstant la résiliation de JAZZ, le service Piano classique à l'unité.

- l'Adhérent est également Adhérent à Mon compte en bref, il est précisé et convenu entre les parties que la résiliation de Mon compte en bref dans le cadre de JAZZ ne met pas fin automatiquement au service. L'Adhérent conserve, sauf indication contraire de sa part et nonobstant la résiliation de JAZZ, le service Mon compte en bref à l'unité.

Toutes les conséquences de la résiliation d'une option sont indiquées dans les conditions générales de chacune de ces options.

### **ARTICLE 8 – MODIFICATIONS**

Toute mesure législative ou réglementaire qui aurait pour effet de modifier tout ou partie de la présente Convention, sera applicable dès son entrée en vigueur.

Cette Convention peut, par ailleurs, évoluer et faire l'objet de modifications, y compris tarifaires. Dans ce cas, et sauf conditions particulières prévues pour certains services, Société Générale communiquera sur support papier ou sur un autre support durable à l'Adhérent, au plus tard deux mois avant leur date d'application, les modifications envisagées. L'Adhérent pourra pendant ce délai refuser ces modifications et résilier sans

frais la convention par lettre simple, lettre recommandée adressée à l'agence concernée ou lettre signée remise à son guichet. En l'absence de dénonciation de la convention par l'Adhérent dans les délais susvisés, la(les) modification(s) sera(seront) considérée(s) à son égard comme définitivement approuvée(s) à l'issue de ce délai.

La présente clause s'applique à toutes les options associées à JAZZ, sauf dispositions contraires des contrats relatifs aux options.

### **ARTICLE 9 – SECRET BANCAIRE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

#### **9.1. Secret bancaire**

Société Générale est tenue au secret professionnel. Toutefois, ce secret peut être levé à la demande expresse du client ou avec son autorisation expresse au cas par cas, ou, conformément à la loi et aux conventions internationales, notamment à la demande des autorités de tutelle, de l'administration fiscale ou douanière, ainsi qu'à celle du juge pénal.

Conformément à la loi, Société Générale est autorisée à partager le secret bancaire à des fins de gestion de la relation bancaire au bénéfice des personnes morales de son groupe, ainsi que de ses prestataires de services, ou à des tiers lors d'opérations de crédit, sur instruments financiers, de garanties, ou d'assurance

destinées à la couverture d'un risque de crédit, ou en cas de cessions ou de transferts de créances ou de contrats.

Par ailleurs le titulaire autorise Société Générale à partager le secret bancaire avec les entités de son groupe à des fins marketing et d'études dans les conditions de garantie du document détaillé relatif à la Protection des données à caractère personnel disponible en agence, sur le site particuliers.societegenerale.fr et dans l'Espace Client.

Société Générale a pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la confidentialité des informations transmises.

#### **9.2. Protection des données personnelles**

##### **9.2.1 Données personnelles :**

Société Générale, établissement bancaire et courtier en assurances, est amenée à traiter en qualité de responsable de traitement, les données personnelles du titulaire, notamment pour les besoins de la gestion des contrats et services, de la relation commerciale, et afin de répondre à ses obligations légales et réglementaires.

Le titulaire peut retrouver le détail des traitements réalisés, en ce compris les données traitées, les finalités, les bases légales applicables, les destinataires, les durées de conservation, et les informations relatives aux transferts hors Espace économique européen, sur l'Espace Internet de Société Générale dans la rubrique – nos engagements / informations réglementaires, ou à la demande du Client auprès de son agence. Cette information

est également communiquée au titulaire à l'ouverture de son compte, et à l'occasion des modifications dont elle peut faire l'objet.

Le titulaire dispose d'un droit d'accès et de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, ainsi que d'un droit à la portabilité de ses données. Le titulaire peut également s'opposer pour des raisons tenant à sa situation particulière, à ce que ses données à caractère personnel fassent l'objet d'un traitement, ou encore définir des directives générales ou spécifiques sur le sort de ses données personnelles en cas de décès. Le titulaire peut aussi, à tout moment et sans frais, sans avoir à motiver sa demande, s'opposer à ce que ses données soient utilisées à des fins de prospection commerciale.

### 9.2.2. Règles spécifiques au démarchage téléphonique :

Tout client qui ne souhaite pas faire l'objet de prospection commerciale par voie téléphonique peut s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique prévue à l'article L 223-1 du code de la consommation directement sur le site Internet [www.bloctel.gouv.fr](http://www.bloctel.gouv.fr) ou par

Le titulaire peut exercer ses droits, ainsi que contacter le délégué à la protection des données personnelles en s'adressant :

- Par courrier électronique à l'adresse suivante : [protectiondesdonnees@societegenerale.fr](mailto:protectiondesdonnees@societegenerale.fr) ;
- Sur son Espace Internet Client ;
- A l'adresse postale suivante : Service Protection des données personnelles – CPLE/BDF/CPD – 75886 Paris Cedex 18 ;
- Auprès de l'agence où est ouvert son compte.

Enfin, le titulaire a le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), autorité de contrôle en France en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

courrier adressé à : Société Opposetel, Service Bloctel sis à 6, rue Nicolas Siret - 10 000 Troyes.

Toute personne inscrite sur cette liste ne pourra être démarchée téléphoniquement par la Banque ou l'un de ses partenaires sauf en cas de relations contractuelles préexistantes.

## ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

### Loi applicable, juridictions compétentes et langue du contrat

La loi applicable à la relation précontractuelle ainsi qu'au contrat est la loi française et les juridictions compétentes sont les juridictions françaises. La langue utilisée durant la relation précontractuelle et durant le contrat, ainsi que celle dans laquelle le contrat est rédigé est la langue française.

### Autorités de contrôle et fonds de garantie des dépôts

Société Générale est un établissement de crédit de droit français agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR, 4 place de Budapest, CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09) et soumise à son contrôle, notamment pour le respect des règles liées à la protection de la clientèle. La Banque Centrale Européenne (BCE) assure la supervision de sa solidité financière. Les dépôts espèces recueillis par Société Générale, les titres qu'elle conserve et certaines cautions qu'elle délivre à ses clients sont couverts par le Fonds de Garantie des dépôts, dans les conditions et selon les modalités définies par les textes en vigueur. La clientèle peut s'adresser directement au : Fonds de Garantie des dépôts et de Résolution  
65 rue de la Victoire - 75009 Paris - Tél. 01 58 18 38 08

### Traitement des réclamations

Pour toute difficulté éventuelle ou réclamation relative au fonctionnement du compte ou à l'utilisation des services mis à sa disposition, le client (ou le représentant légal), peut se rapprocher des interlocuteurs suivants dans l'ordre indiqué. Le conseiller de clientèle est le premier interlocuteur. Il peut être contacté au numéro de téléphone non surtaxé indiqué dans les conditions particulières.

En cas de désaccord ou d'absence de réponse, il peut s'adresser au Service Relations Clientèle aux coordonnées suivantes : Société Générale – Service Relations Clientèle - BDDF/SEG/SAT/SRC - 75886 Paris cedex 18, Tél. : 01 42 14 31 69 (appel non surtaxé) du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30 - Fax : 01 42 14 55 48 e-mail : [relations.clientele@socgen.com](mailto:relations.clientele@socgen.com) <http://www.socgen.com>

Si vous êtes sourd ou malentendant, un service est mis à votre disposition du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h et le samedi de 9h à 12h. Vous serez mis en relation avec un interprète en LSF, LPC et Transcription Ecrite Instantanée.

Ce service est accessible directement via le site internet Particuliers de Société Générale et via l'Application Société

Générale, conformément aux conditions générales du contrat de Banque à distance.

Société Générale s'engage à accuser réception de la réclamation sous 10 (dix) jours ouvrés et à apporter une réponse au client sous 2 (deux) mois, sauf cas exceptionnels.

En dernier recours, le client ou, le cas échéant, son représentant légal peut saisir gratuitement le Médiateur. À cette fin, il est fait application de la Charte de la Médiation Société Générale Particuliers reproduite ci-dessous.

### Le Médiateur

Société Générale a mis en place une procédure de médiation dont l'objectif est de favoriser le règlement amiable des différends subsistant entre la Banque et ses clients, en application des dispositions du titre I du Livre VI du code de la consommation et de l'article L. 316-1 du code monétaire et financier, ainsi que de la présente charte.

**Article 1** - La fonction de Médiateur est assurée actuellement par Monsieur Yves Gérard. Conformément aux dispositions du code de la consommation (article L613-2) et du code monétaire et financier (article L614-1), Monsieur Yves Gérard a été désigné, pour une durée de 3 ans, en tant que Médiateur auprès de Société Générale par une décision de l'organe collégial du Comité consultatif du secteur financier en date du 23 juin 2016. Une demande d'inscription sur la liste des médiateurs de la consommation a été présentée à la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation. Aucun lien hiérarchique ou fonctionnel n'existe entre Société Générale et le Médiateur. Il dispose d'un budget distinct et suffisant pour lui permettre de mener à bien sa mission. Il agit en toute indépendance et ne peut recevoir aucune instruction des parties.

**Article 2** - Le Médiateur peut être saisi une fois que les recours auprès de l'agence puis du Service Relations Clientèle ont été exercés ou, en cas de non réponse de la Banque dans un délai de deux mois après la date d'envoi de la réclamation écrite à la Banque. Le Médiateur ne peut être saisi dès lors que le même litige a été précédemment examiné ou est en cours d'examen par un autre médiateur ou par un tribunal. Il ne peut de même être saisi lorsque la demande est manifestement infondée ou abusive, ou que le client a introduit sa demande auprès du Médiateur dans un délai supérieur à un an à compter de sa réclamation écrite auprès de la banque. Le Médiateur reste

toutefois compétent pour examiner les requêtes présentées par le bénéficiaire d'une procédure de surendettement à l'exception des demandes portant sur les mesures édictées par le juge et/ou la commission de surendettement. La saisine du Médiateur par le client vaut autorisation expresse de levée du secret bancaire.

**Article 3** - Le Médiateur est compétent pour les différends relatifs aux services fournis et aux contrats conclus en matière d'opérations de banque (gestion de compte de dépôt, opération de crédit...), de services de paiement, d'émission et de gestion de monnaie électronique, de services d'investissement, d'instruments financiers et produits d'épargne, ainsi qu'à la commercialisation des contrats d'assurance. Les litiges sur contrat d'assurance pourtant sur un autre domaine que leur commercialisation relèvent de la compétence du Médiateur de l'Assurance. Le Médiateur en informera le demandeur en lui précisant les coordonnées de ce nouvel interlocuteur. En matière de services d'investissement, d'instruments financiers et produits d'épargne, le Médiateur ne peut traiter les différends tant qu'une convention n'aura pas été signée avec le Médiateur de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Les clients peuvent saisir le Médiateur de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) à l'adresse suivante : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org), lequel traitera le différend conformément à sa propre charte. Sont exclus de la compétence du Médiateur les différends mettant en jeu la politique générale de la banque.

**Article 4** - Le recours à la médiation est une procédure gratuite qui s'exerce sous forme écrite en langue française. Les parties (client et banque) peuvent se faire représenter par un avocat ou assister par un tiers de leur choix et à leurs frais. Chaque partie peut solliciter l'avis d'un expert à ses frais également. La saisine du Médiateur peut s'effectuer :

- soit par le client : en adressant un courrier à l'adresse suivante : Le Médiateur auprès de Société Générale 17 cours Valmy 92987 Paris La Défense Cedex 7, en déposant une demande par voie électronique sur le site Internet du Médiateur : [mediateur.societegenerale.fr](http://mediateur.societegenerale.fr)
- soit par le Médiateur lui-même, qui peut apprécier l'opportunité de se saisir d'un dossier, même s'il n'y a pas eu épuisement des recours internes.

Les parties peuvent également joindre le Médiateur à l'adresse suivante :

[societe-generale.mediation@socgen.com](mailto:societe-generale.mediation@socgen.com)

**Article 5** - Le Médiateur statue sur la recevabilité de la demande. Pour lui permettre d'en apprécier la recevabilité, conformément à l'article 2, le client doit joindre lors de sa saisine copie de sa réclamation écrite adressée à la banque et le cas échéant copie de la réponse de cette dernière. Si la demande est recevable, le Médiateur en informe les parties. En cas d'irrecevabilité, il en informe le client dans un délai de trois semaines à compter de la réception du dossier.

**Article 6** - Le Médiateur s'engage à étudier le dossier à partir des positions respectives du client et de la banque, à apprécier les arguments des parties et à formuler une proposition motivée, fondée en droit et/ou en équité. Le Médiateur communiquera sa proposition motivée dans un délai de 90 jours à compter de la date de la notification de réception des documents sur lesquels est fondée la demande du client. Ce délai peut être prolongé à tout moment par le médiateur en cas de litige complexe et il en avise les parties.

**Article 7** - Chacune des parties peut à tout moment mettre fin à la médiation. Les parties sont libres d'accepter ou de refuser la proposition du Médiateur. Elles disposent d'un délai d'un mois suivant la date d'envoi de la proposition pour signifier au Médiateur leur décision d'accepter ou de refuser celle-ci.

L'acceptation de la proposition engage les parties. En cas de refus, chacune des parties peut exercer un recours devant la juridiction compétente, la décision rendue par le juge pouvant être différente de la proposition formulée par le Médiateur en droit et/ou en équité.

**Article 8** - La médiation prend fin : dès l'envoi de la proposition émise par le médiateur, ou en cas de décision par l'une des parties de mettre un terme à la médiation.

**Article 9** - La saisine du Médiateur entraîne la suspension, jusqu'à la signification de sa proposition, de toute action initiée par Société Générale, à l'exception de celles intentées à titre conservatoire. La Médiation suspend également les délais de prescription pendant cette même durée. Les constatations et les déclarations que le Médiateur recueille ne peuvent être ni produites ni invoquées dans la suite de la procédure sans l'accord des parties. La proposition du Médiateur ne peut être produite devant les tribunaux qu'en cas d'accord des parties.

**Article 10** - Le Médiateur est tenu au secret professionnel.

**Annexe 1 : QUIETIS – Souscrit dans le cadre de votre offre JAZZ****NOTICE D'INFORMATION**

Quiétis est un contrat d'assurance collective de dommages régi par le Code des assurances.  
Il est conclu entre :

**Vous**, adhérent, et :

**Société Générale**, Société Anonyme au capital de 1 009 897 173,75 EUR Immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 552 120 222 - Siège social : 29 boulevard Haussmann 75009 Paris

Agissant en sa qualité d'intermédiaire en assurance inscrit à l'ORIAS sous le numéro 07 022 493.

L'immatriculation à l'ORIAS peut être vérifiée sur le site [www.orias.fr](http://www.orias.fr).

Société Générale a souscrit des contrats auprès des assureurs ci-après désignés et comportant les garanties suivantes :

Les garanties Sécurité Financière, Sécurité Vol d'espèces, Sécurité Clés - Papiers, Sécurité bris et vol de téléphone mobile, smartphone, tablette tactile, Sécurité Téléphone Mobile et Prolongation de la garantie constructeur sont assurées et gérées par :

**SOGESSUR**

Société anonyme au capital de 33 825 000 euros. Immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 379 846 637.  
Entreprise régie par le Code des assurances

Siège social : Tour D2 - 17 bis place des Reflets - 92919 Paris La Défense Cedex. Adresse de correspondance : SOGESSUR - TSA 91102 - 92894 Nanterre Cedex 9

La garantie Sécurité Juridique est assurée et mise en œuvre par :

**JURIDICA**

Société Anonyme au capital de 14 627 854,68 EUR, Immatriculée au RCS de Versailles sous le numéro 572 079 150 - Siège social : 1, Place Victorien Sardou 78160 Marly le Roi

Le service Allô QUIETIS est fourni par :

**EUROP ASSISTANCE France**, Société Anonyme au capital de 2 464 320 EUR, Immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 403 147 903 - Siège social : 1 promenade de la Bonnette 92230 Gennevilliers

Ces entreprises sont soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) - 4 place de Budapest, CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

Votre contrat se compose :

- de la présente notice d'information qui délimite le champ d'application, les modalités de mise en œuvre et les limites de vos garanties,
- des conditions particulières du contrat JAZZ.
- le cas échéant, de l'avenant ou des avenants qui modifient votre contrat initial.

**ARTICLE 1 : DEFINITIONS COMMUNES A TOUTES LES GARANTIES**

- **Année d'assurance** : La période égale ou inférieure à douze mois consécutifs comprise entre la date d'effet de l'adhésion et la première échéance annuelle, ou entre deux échéances annuelles, ou entre la date du dernier renouvellement et la date de résiliation de l'adhésion.

- **Assuré** : Vous-même, nommément désigné sur les conditions particulières, titulaire ou co-titulaire du Compte de prélèvement ouvert auprès de Société Générale (**les mandataires ne peuvent pas être assurés**), en qualité de simple particulier agissant dans le cadre de votre vie privée (**en dehors de toute participation à une activité professionnelle, à la gestion ou à l'administration d'une association ou d'une société civile ou commerciale**).

- **Carte SIM / USIM** : Carte délivrée au titre d'un abonnement ou d'une formule prépayée, utilisée pour le fonctionnement de l'appareil garanti.

- **Clés** : Pour les bâtiments dont vous êtes propriétaire, locataire ou occupant, ou pour les véhicules dont vous êtes propriétaire ou locataire, les Clés (ou tout autre objet) servant à faire fonctionner le mécanisme d'ouverture et de fermeture d'une porte.

- **Clé de coffre** : La clé de tout compartiment de coffre-fort qui vous est loué par Société Générale.

- **Comptes de particulier** : Vos comptes privés ouverts dans une banque ou un établissement financier domiciliés en France dont vous êtes titulaire ou co-titulaire.

- **Compte de prélèvement** : Votre compte de particulier, ouvert auprès de Société Générale, sur lequel est prélevée la cotisation JAZZ et dont les références figurent sur les conditions particulières.

- **Intérêts en jeu** : Le montant en principal du Litige, hors pénalités de retard, intérêts et demandes annexes. S'agissant des contrats dont l'exécution s'échelonne dans le temps et avec une périodicité convenue, le montant du Litige correspond à une échéance.

- **Litige** : Opposition d'intérêts, différend ou situation conflictuelle vous conduisant à faire valoir un droit contre un Tiers lorsque vous subissez un préjudice, ou à défendre vos droits, à l'amiable ou devant une juridiction.

- **Moyens de paiement et/ou de retrait** : Toutes vos cartes de retrait et / ou de paiement ou vos formules de chèques à votre nom, attachées à un Compte de particulier.

- **Oxydation** : Toute corrosion par effet chimique de l'appareil garanti et résultant d'un événement extérieur nuisant au bon fonctionnement de l'appareil garanti.

- **Papiers** : La carte nationale d'identité, la carte de séjour, le permis de conduire, le brevet de sécurité routière, la carte grise, le passeport, le permis de chasse, le permis de pêche et le permis bateau de l'Assuré.

- **Sinistre** : Événement susceptible de mettre en œuvre la garantie au sens du présent contrat.

- **Tiers** : Toute personne autre que vous, votre conjoint non séparé, votre concubin notoire ou partenaire signataire d'un Pacte Civil de Solidarité ainsi que les enfants respectifs des Assurés à charge au sens fiscal du terme.

- **Usure** : Détérioration progressive de l'Appareil garanti ou d'un ou plusieurs de ses éléments constitutifs, résultant de l'usage qui en est fait conformément aux instructions d'utilisation et d'entretien du constructeur de l'appareil garanti et ceci quels que



soient l'origine et le processus de cette détérioration (physique ou chimique).

- **Valeur d'achat** : Valeur toutes taxes comprises (TTC) et hors subvention opérateur figurant sur la facture d'achat de l'appareil garanti.

Les termes définis ci-dessus commencent dans les pages suivantes par une majuscule.

## ARTICLE 2 : LES GARANTIES DE QUIETIS

Pour ces garanties, l'Assuré est désigné par « vous ».

### 2.1. Sécurité financière

#### Objet de la garantie

La garantie « Sécurité financière » a pour objet de couvrir les pertes pécuniaires que vous subissez à la suite d'un usage frauduleux de vos Moyens de paiement dans les conditions suivantes :

- **pour les cartes** : vous rembourser les pertes pécuniaires laissées à votre charge par la banque émettrice de la carte à la suite d'une opération non autorisée sur votre Compte de particulier consécutive à la perte ou au vol de votre carte conformément au droit en vigueur (article L. 133-19 du Code monétaire et financier), dans la mesure où ces opérations frauduleuses sont effectuées entre le moment de la perte ou du vol et la notification de votre demande de mise en opposition. Par exemple, perte pécuniaire résultant de la franchise de 150 EUR laissée à votre charge et/ou les éventuels frais de remplacement de la carte.

- **pour les chèques** : vous rembourser les pertes pécuniaires, laissées à votre charge par la banque qui tient votre Compte de particulier, en cas d'opération de paiement effectuée frauduleusement au moyen d'un ou plusieurs chèques perdus ou volés, sur votre Compte de particulier, dans la mesure où ces opérations frauduleuses sont effectuées entre le moment de la perte ou du vol et la réception, par l'émetteur concerné de votre lettre confirmant l'opposition que vous devez envoyer dans les plus brefs délais.

#### **Important :**

Vous devez prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de vos formules de chèques ainsi que de vos cartes qui sont rigoureusement personnelles.

**Sous peine de déchéance, vous ne devez pas communiquer les codes confidentiels de vos Moyens de paiement à qui que se soit, pas même à un membre de votre famille et ne pas les inscrire sur vos cartes ou sur un autre document.**

#### Exclusions spécifiques à la garantie

Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2.7, sont exclus :

- **Les pertes pécuniaires consécutives au vol ou à la perte de la carte de paiement et/ ou retrait dont vous êtes titulaire et que vous avez confiée à une autre personne.**
- **Les retraits effectués avec le code confidentiel sauf en cas d'agression.**
- **Les pertes pécuniaires consécutives au vol ou à la perte des monnaies virtuelles.**

#### Montant maximum de la garantie (par Assuré) :

6 000 EUR par Sinistre et par an.

Ce montant de garantie intègre le versement systématique :

- d'une somme forfaitaire de 15 EUR en cas de Sinistre indemnisé ; cette somme est destinée à compenser les frais auxquels vous avez pu avoir à faire face à l'occasion de ce Sinistre (par exemple frais téléphoniques, timbres)

- et exclusivement en cas de Sinistre indemnisé relatif à votre carte Alterna, d'une somme complémentaire forfaitaire de 15 EUR destinée à compenser les intérêts générés par les sommes débitées frauduleusement sur votre Compte de particulier.

**Toutes les opérations frauduleuses commises à la suite d'une même perte ou d'un même vol constituent un seul et même Sinistre.**

**Territorialité** : Monde entier.

#### En cas de Sinistre

Vous devez, dès que vous constatez la perte ou le vol de vos Moyens de paiement et/ou de retrait :

- faire immédiatement opposition auprès des émetteurs de vos Moyens de paiement et/ou de retrait concernés,
- en cas de perte ou de vol de chèques, confirmer par écrit votre opposition auprès de l'établissement qui vous a délivré vos chèques,
- en cas de vol de vos Moyens de paiement et/ou retrait : faire un dépôt de plainte auprès des autorités compétentes.

Dès que vous constatez sur votre relevé de compte le débit des opérations effectuées frauduleusement à l'aide de vos Moyens de paiement et/ou de retrait perdus ou volés, vous devez :

- déclarer tout Sinistre dans les cinq jours ouvrés à compter de la date à laquelle vous en avez eu connaissance, par téléphone au service Quiétis au 01 61 37 41 37. En cas de vol, ce délai est ramené à deux jours ouvrés.
- faire un dépôt de plainte auprès des autorités compétentes pour utilisation frauduleuse, s'il s'agit d'une perte.

#### Justificatifs à transmettre

Il vous appartient de justifier l'existence et le montant de votre préjudice qui seront établis sur la base des documents suivants :

- en cas d'utilisation frauduleuse de vos cartes ou de vos chèques : la copie de la lettre de l'émetteur concerné vous accusant réception de votre demande d'opposition,
- en cas de perte ou de vol de vos Moyens de paiement et/ou de retrait : le récépissé de déclaration de perte ou le dépôt de plainte effectué auprès des autorités compétentes.
- la copie de vos relevés de compte bancaire attestant les montants frauduleusement débités avec vos Moyens de paiement et/ou de retrait,
- la copie du ou des courriers, envoyés par vos établissements bancaires, reprenant le montant des opérations frauduleuses laissées à votre charge par les services cartes, chèques ou monétiques,
- et le cas échéant, toute pièce de votre organisme bancaire permettant d'établir que vous êtes détenteur ou codétenteur du Compte.

**SOGESSUR, pour apprécier les circonstances du Sinistre et procéder à l'évaluation du montant de votre indemnité,**

**pourra missionner un expert ou un enquêteur ou contacter tout émetteur de facture.**

#### **Ordre de priorité des remboursements**

En cas de pertes pécuniaires subies en raison de l'utilisation frauduleuse de plusieurs Moyens de paiement dans un même Sinistre, le remboursement se fait en priorité (dans la limite du montant garanti) comme suit :

- en premier lieu, les Moyens de paiement et/ou de retrait Société Générale dans l'ordre suivant : tout d'abord le préjudice subi en raison de l'usage frauduleux de chèques puis de cartes bancaires (carte de paiement puis de retrait),
- en second lieu, le préjudice subi en raison de l'usage frauduleux de chèques puis de cartes bancaires (carte de paiement puis de retrait) délivrés par d'autres établissements bancaires.

## **2.2. Sécurité Vol d'espèces**

#### **Objet de la garantie**

La garantie « Sécurité Vol d'Espèces » a pour objet de vous rembourser les espèces (monnaie métallique et billets de banque) que vous retirez à l'aide d'un de vos Moyens de paiement et/ou de retrait sur votre Compte de particulier, aux guichets bancaires, aux distributeurs automatiques de billets ou aux guichets automatiques de banque :

- lorsque vous êtes victime, pendant la durée de votre adhésion, d'une agression vous contraignant à effectuer le retrait,
- lorsque les espèces vous sont volées, pendant la durée de votre adhésion, dans les 48 heures qui suivent le retrait, à la suite d'une agression, d'un malaise, d'un étourdissement ou d'une perte de connaissance de votre part, ou en cas d'accident de la circulation.

Par « agression », il faut entendre tout acte de violence commis par un Tiers et provoquant des blessures physiques, ou toute contrainte subie par vous en vue de vous déposséder.

#### **Exclusions spécifiques à la garantie**

**Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2.7, sont exclus :**

- **Le vol commis par l'un de vos proches (conjoint, concubin, partenaire signataire d'un Pacte Civil de Solidarité, ascendants, descendants, beaux-parents, enfants du conjoint, du concubin ou du partenaire signataire d'un Pacte Civil de Solidarité, collatéraux, demi-frères, demi-sœurs),**
- **Le vol des monnaies virtuelles,**

#### **Montant maximum de la garantie (par Assuré) :**

- 1 000 EUR par Sinistre et par an pour les espèces retirées aux guichets bancaires, aux distributeurs automatiques de billets du Groupe Société Générale ou aux guichets automatiques de banque du Groupe Société Générale,
- 500 EUR par Sinistre et par an pour les espèces retirées aux autres distributeurs automatiques de billets ou autres guichets automatiques de banque.

**Territorialité :** Monde entier.

#### **En cas de Sinistre**

Vous devez, dès que vous constatez le vol des espèces :

- faire un dépôt de plainte auprès des autorités compétentes,
- déclarer tout Sinistre dans les cinq jours ouvrés, à compter de la date à laquelle vous en avez eu connaissance, par téléphone au service Quiétis au 01 61 37 41 37. En cas de vol, ce délai est ramené à deux jours ouvrés.

#### **Justificatifs à transmettre**

Il vous appartient de justifier l'existence et le montant de votre préjudice qui seront établis sur la base des documents suivants :

- l'original du dépôt de plainte mentionnant les circonstances et notamment la nature des actes de violences ou de la contrainte que vous avez subis ainsi que le montant des espèces dérobées.
- la déclaration sur l'honneur précisant les circonstances et les conséquences de l'événement,
- en cas d'agression : un certificat médical ou un témoignage dans les formes légales (attestation écrite, datée et signée du témoin, mentionnant ses nom et prénom, la date et le lieu de sa naissance, son adresse et sa profession et l'existence d'un lien de parenté, d'alliance, subordination etc. avec la victime) ainsi qu'une photocopie du document officiel justifiant de son identité. Ce document doit préciser les circonstances et les conséquences de l'événement,
- en cas de malaise, d'étourdissement, de perte de connaissance ou d'accident de la circulation : le rapport établi par l'autorité qui a constaté l'événement (tel que rapport de police, rapport des pompiers) ou un certificat médical,
- la copie de votre relevé de compte attestant la date et le montant des espèces dérobées ou retirées,
- et le cas échéant, toute pièce de votre organisme bancaire permettant d'établir que vous êtes détenteur ou codétenteur du Compte.

**SOGESSUR, pour apprécier les circonstances du Sinistre et procéder à l'évaluation du montant de votre indemnité, pourra missionner un expert ou un enquêteur ou contacter tout émetteur de facture**

## **2.3. Sécurité Clés / Papiers**

#### **Objet de la garantie**

La garantie « Sécurité Clés/Papiers » a pour objet de vous rembourser, en cas de perte ou de vol de vos Clés et/ou de vos Papiers.

**Pour les Clés autres que les Clés de coffre :** Les frais occasionnés par le remplacement à l'identique de la serrure et des Clés (incluant pièces, main d'œuvre et déplacements s'y rapportant) et par l'ouverture de porte par un serrurier le cas échéant.

**Pour les Clés de coffre :** Vous rembourser les frais d'ouverture et de remise en état de votre compartiment de coffre-fort loué par Société Générale (y compris les frais de déplacement de la société intervenante).

**Pour le remboursement des Papiers :** Les frais de remplacement des Papiers, définis comme les coûts des timbres fiscaux, photographies d'identité, taxes et envois recommandés que vous devez acquitter.

**Pour être mis en relation en urgence avec un serrurier agréé 24 Heures sur 24, vous pouvez contacter le service Quiétis au 01 41 85 83 22 (coût d'un appel local depuis un poste fixe en France métropolitaine).**

#### **Exclusions**

**Les exclusions communes mentionnées à l'article 2.7**

**Montant maximum de la garantie (par Assuré) :**

- Clés et serrures : 760 EUR par Sinistre et par an dont 500 EUR par Sinistre pour les Clés et serrures autres que les Clés et serrures de coffre),
- Papiers : 310 EUR par Sinistre et par an.

**Territorialité** : Monde entier.

#### **En cas de Sinistre**

Vous devez, dès que vous constatez la perte ou le vol de vos Clés ou de vos Papiers :

- faire une déclaration de perte ou de vol auprès des autorités compétentes,
- déclarer tout Sinistre dans les cinq jours ouvrés, à compter de la date à laquelle vous en avez eu connaissance, par téléphone au service Quiétis au 01 61 37 41 37. En cas de vol, ce délai est ramené à deux jours ouvrés.

#### **Justificatifs à transmettre**

Il vous appartient de justifier l'existence et le montant de votre préjudice qui seront établis sur la base des documents suivants :

- en cas de vol de vos Clés et de vos Papiers : le dépôt de plainte effectué auprès des autorités compétentes.
- en cas de perte ou de vol de vos Papiers : la déclaration de perte ou de vol émanant des autorités compétentes
- dans les autres cas : une déclaration sur l'honneur,

## **2.4. Sécurité Bris et vol de téléphone mobile, smartphone, tablette tactile**

#### **Objet de la garantie :**

La garantie « Sécurité Bris et Vol de Téléphone Mobile, Smartphone, Tablette tactile » a pour objet de vous rembourser la Valeur d'achat de l'appareil de remplacement, hors frais d'installation et de montage, dans la limite du plafond garanti sans excéder la Valeur d'achat de l'appareil garanti, en cas de :

- vol à la sauvette défini comme la soustraction frauduleuse commise par un Tiers de l'appareil garanti alors que celui-ci se situe à votre portée de main, sous votre surveillance, dans un rayon maximum d'un mètre de distance, sans violence physique ou morale ;
- vol à la tire défini, comme la soustraction frauduleuse commise par un Tiers, consistant à subtiliser l'appareil garanti de la poche de votre vêtement ou du sac que vous portez au moment du vol, sans violence physique ou morale ;
- vol par effraction défini comme la soustraction frauduleuse commise par un Tiers de l'appareil garanti par le forçage ou la destruction de tout dispositif de fermeture extérieure d'un local immobilier clos et couvert, d'une habitation ou d'un véhicule ;
- vol par agression défini comme la soustraction frauduleuse commise par un Tiers de l'appareil garanti, au moyen de violences physiques, de menaces ou autres moyens de persuasion ou d'un arrachement de l'appareil que vous portez ou que vous tenez ;
- vol par introduction clandestine défini comme la soustraction frauduleuse de l'appareil garanti, alors que celui-ci se situe dans l'habitation que vous occupez, par l'introduction d'un Tiers agissant, en la présence et à l'insu de vous-même ou d'un membre de votre famille (conjoint, ascendants et descendants) ;
- dommage matériel accidentel qui résulte de toute destruction, détérioration totale ou partielle extérieurement visible, nuisant au bon fonctionnement de l'appareil garanti résultant d'un accident. Pour cette garantie, l'accident est défini comme tout événement soudain, imprévu, involontaire, irrésistible, qui est extérieur à vous-même et à l'appareil garanti, totalement indépendant de

- pour le remboursement des Clés et des serrures : les factures originales détaillées correspondant aux frais garantis.
- pour le remboursement des Papiers : la copie de vos nouveaux Papiers et les factures originales détaillées correspondant aux frais garantis.
- pour le remboursement de la carte grise : la photocopie recto/verso de la nouvelle carte grise avec la mention « duplicata » apposée par la préfecture.
- pour le remboursement des Clés de coffre-fort : les factures originales de l'ouverture et de remise en état du coffre-fort bancaire,
- et le cas échéant, toute pièce de votre organisme bancaire permettant d'établir que vous êtes détenteur ou codétenteur du Compte.

**SOGESSUR, pour apprécier les circonstances du Sinistre et procéder à l'évaluation du montant de votre indemnité, pourra missionner un expert ou un enquêteur ou contacter tout émetteur de facture.**

#### **Ordre de priorité des remboursements**

- Pour les Clés, le remboursement se fait en priorité (dans la limite du montant garanti) d'abord pour votre Clé de coffre-fort, puis pour vos autres Clés.
- Pour les Papiers, le remboursement se fait (dans la limite du montant garanti) dans l'ordre d'énumération des Papiers figurant dans la définition des Papiers.

vos appareils, survenu après la prise d'effet des garanties du contrat et constituant la cause du Sinistre.

#### **Appareils garantis**

- le téléphone portable et le Smartphone, équipés d'une Carte SIM ou USIM, à l'exception des téléphones satellitaires,
- ou la tablette tactile.

Pour être garanti, l'appareil doit avoir été acheté neuf ou d'occasion depuis moins de 3 ans, au jour de l'événement à l'origine de la demande d'indemnisation. La facture d'achat à vos nom et prénom sera exigée.

#### **Montant maximum de la garantie :**

La garantie est limitée à un seul Sinistre par Année d'assurance. Elle s'exerce, à concurrence du montant de la facture de l'appareil de remplacement, en complément ou à défaut de l'indemnité pouvant être versée par un autre assureur.

Cette indemnisation, qui ne peut excéder la Valeur d'achat de l'appareil garanti, s'effectue dans la limite de 300 EUR pour les appareils achetés neufs et 150 EUR pour les appareils achetés d'occasion.

#### **Exclusions spécifiques à la garantie**

**Toutes les exclusions communes mentionnées à l'article 2.7, sont exclues :**

##### **- Les Sinistres causés :**

- par vos préposés ou toute autre personne si l'abus de confiance est établi ;
- par des actes de terrorisme ou leur menace ;
- par des émeutes, grèves, mouvements populaires, attentats, actes criminels, lorsque vous y participez activement sauf si vous tentez de sauver des personnes ;
- par les conséquences d'une grève, de la fermeture d'un établissement en cas de grève de son personnel ou d'un sabotage des prestataires ou des transporteurs ;

- par les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les inondations, les raz-de-marée, les cyclones ou autres cataclysmes ;
- par une épidémie, une pandémie telle que définie par le Ministère de la Santé ou par l'OMS, des situations sanitaires locales, de la pollution, des événements météorologiques ou climatiques ;
- par l'alcoolisme, l'ivresse, l'usage de médicaments, drogues, stupéfiants non prescrits médicalement ainsi que les accidents ou maladie en découlant ;
- La perte de l'appareil garanti ;
- L'oubli volontaire ou la disparition de l'appareil garanti ;
- Les conséquences directes ou indirectes de la destruction ou de la perte de bases de données, de fichiers ou de logiciels pendant ou suite à un Sinistre ;
- Les préjudices ou pertes financières autres que celle de l'appareil garanti que vous avez subi pendant ou à la suite d'un Sinistre ;
- L'appareil utilisé dans le cadre d'une activité professionnelle et commerciale ;
- Le coût des communications ;
- Les téléphones satellitaires.

**Exclusions spécifiques à la garantie « Dommage matériel accidentel »**

- Les pannes, défaillances ou défauts des composants, imputables à des causes d'origine internes, ou liés à l'Usure ou l'encrassement, quelle qu'en soit la cause ;
- L'Oxydation ;
- Les dommages causés aux parties extérieures de l'appareil garanti ne nuisant pas au fonctionnement de celui-ci, tels que, par exemple, rayures, écaillures, égratignures ;
- Les dommages liés à la sécheresse, à l'humidité, à la corrosion, à la présence de poussières, aux surtensions électriques extérieures (foudre) ou à un excès de température ;
- Les dommages résultant du non-respect des instructions d'utilisation et d'entretien figurant dans la notice du constructeur de l'appareil garanti ou de ses supports informatiques ;
- Les dommages relevant des garanties du Constructeur ;
- Les dommages subis suite à l'ouverture et à la modification du contenu de l'unité centrale ou des composants internes ;
- Les dommages résultant d'une modification de programme, d'une modification de paramétrage de données, ou du défaut d'un logiciel ;
- Les dommages pour lesquels vous ne pouvez fournir l'appareil garanti endommagé ;
- Les dommages accidentels concernant un appareil garanti dont le numéro de série ou le numéro IMEI est invisible ou altéré ;
- Les dommages aux connectiques, accessoires et consommables liés au fonctionnement de l'appareil garanti (écouteurs, oreillettes, kit mains libres, casques, sacoches, housses, étuis, chargeurs, batteries, alimentations, cartes additionnelles, cordons, kit allume cigare) et plus généralement tous accessoires connexes à l'appareil garanti ;
- Les dommages causés par les animaux ;
- Les dommages résultant de votre participation à des courses, essais, compétitions, événements sportifs ;
- Les réglages qui vous sont accessibles sans le démontage de l'appareil garanti ;

- Les dommages survenant au cours de l'expédition de l'appareil garanti.

**Exclusions spécifiques à la garantie « Vol »**

- Le Vol ne relevant pas d'une définition au titre de la présente notice d'information ;
- Le Vol commis par toute personne physique ou morale n'ayant pas la qualité de Tiers ou commis avec votre complicité ;
- Le Vol de l'appareil garanti non conservé en bagage à mains, dans le cas des transports en commun aérien, maritime ou terrestre et qui ne serait pas sous votre surveillance directe et immédiate ;
- Le Vol des accessoires et consommables liés au fonctionnement de l'appareil garanti (écouteurs, oreillettes, kit mains libres, casques, sacoches, housses, étuis, chargeurs, batteries, alimentations, cartes additionnelles, cordons, kit allume cigare) et plus généralement tous accessoires connexes ;
- Le Vol commis dans un véhicule terrestre à moteur stationné sur la voie publique ;

**Territorialité :** Monde entier.

**En cas de Sinistre**

Sauf cas fortuit et force majeure, vous devez déclarer tout Sinistre dans les cinq jours ouvrés à compter de la date à laquelle vous en avez pris connaissance, à Gras Savoye, en charge de la gestion des garanties :

- soit par téléphone au 01 61 37 41 37
- soit par email : [sgtelephonie@grassavoye.com](mailto:sgtelephonie@grassavoye.com)
- soit par courrier à l'adresse : GRAS SAVOYE Quiétis  
TSA 34287 - 77283 AVON CEDEX

En cas de Vol, ce délai est ramené à deux jours ouvrés suivant la date à laquelle vous avez eu connaissance de ce Sinistre.

**En cas de Vol**

Vous devez, dès la connaissance du Sinistre, faire un dépôt de plainte auprès des autorités compétentes dans lequel doivent être mentionnés le vol de l'appareil garanti, les circonstances du vol ainsi que les références de l'appareil garanti (marque, modèle, numéro de série / IMEI pour les téléphones portables).

**En cas de Dommage matériel accidentel :**

**Vous devez vous abstenir de procéder vous-même à toute réparation sous peine de déchéance de garantie.**

**Justificatifs à transmettre**

Vous devez fournir les pièces justificatives suivantes à Gras Savoye,

- soit par email : [sgtelephonie@grassavoye.com](mailto:sgtelephonie@grassavoye.com)
- soit par courrier à l'adresse : GRAS SAVOYE Quiétis  
TSA 34287 - 77283 AVON CEDEX

**Dans tous les cas :**

- l'original de la facture d'achat de l'appareil garanti mentionnant vos nom et prénom ainsi que les références de l'appareil garanti (marque, modèle, numéro de série / IMEI pour les téléphones portables)
- la facture d'achat de l'appareil de remplacement de l'appareil garanti mentionnant vos nom et prénom,
- une déclaration sur l'honneur précisant les causes, les circonstances, la nature et la date du Sinistre
- une attestation sur l'honneur émanant de vous, certifiant que vous n'avez pas reçu préalablement une autre indemnité pour

le Sinistre déclaré ou le détail de l'indemnisation reçue au titre d'une prise en charge.

- et le cas échéant, toute pièce de votre organisme bancaire permettant d'établir que vous êtes détenteur ou codétenteur du Compte.

#### **En cas de Vol :**

- la copie du dépôt de plainte pour Vol, obtenue auprès des autorités compétentes, mentionnant les références de l'appareil garanti, (marque, modèle et numéro de série/ IMEI) ainsi que les circonstances exactes du vol.
- en cas de vol par agression : le dépôt de plainte ainsi que tout justificatif de l'agression tel qu'un certificat médical ou un témoignage (attestation écrite, datée et signée de la main d'un témoin, mentionnant ses nom, prénoms, adresse et profession, accompagnée de la copie d'une pièce d'identité officielle),
- en cas de vol par effraction : le dépôt de plainte ainsi que tout justificatif de l'effraction tel qu'une facture du serrurier qui a effectué la remise en état des systèmes de fermeture, une

copie de votre déclaration effectuée auprès de votre assureur multirisques habitation ou automobile.

#### **En cas de dommage matériel accidentel :**

- l'appareil garanti. **Les frais d'envoi de l'appareil garanti sont à votre charge.**

Les appareils garantis deviennent la propriété de l'Assureur qui mandate Gras Savoye pour en effectuer la valorisation. (Article L 121-14 du *Code des assurances*).

**SOGESSUR, pour apprécier les circonstances du Sinistre et procéder à l'évaluation du montant de votre indemnité, pourra missionner un expert ou un enquêteur ou contacter tout émetteur de facture.**

#### **Versement de l'indemnité :**

Elle est versée dans les 15 jours ouvrés qui suivent la réception par Gras Savoye de l'ensemble des pièces nécessaires au règlement du Sinistre et le cas échéant, du rapport de l'expert ou de l'enquêteur.

## **2.5. Sécurité Téléphone Mobile**

### **Objet de la garantie**

La garantie « Sécurité Téléphone Mobile » a pour objet, en cas de vol de votre téléphone mobile de vous rembourser le montant des communications effectuées frauduleusement par un Tiers, dans la mesure où elles ont été effectuées avant l'enregistrement de la demande de mise en opposition de la Carte SIM et dans les 48 heures qui suivent la constatation du vol.

### **Exclusions**

**Les exclusions communes mentionnées à l'article 2.7**

### **Montant maximum de la garantie (par assuré)**

500 EUR par Sinistre et par an.

**Territorialité :** Monde entier.

### **En cas de Sinistre**

Vous devez, dès que vous constatez le vol de votre téléphone mobile :

- faire opposition pour votre Carte SIM auprès de votre opérateur,
- faire un dépôt de plainte pour vol.

Dès que vous constatez les communications effectuées frauduleusement par un Tiers :

- déclarer tout Sinistre dans les cinq jours ouvrés, à compter de la date à laquelle vous en avez eu connaissance, par téléphone au service Quiétis au 01 61 37 41 37.

### **Justificatifs à transmettre :**

Pour obtenir l'indemnisation de votre préjudice, vous devez fournir au service Quiétis les documents suivants :

- l'original du dépôt de plainte effectué auprès des autorités compétentes,
- la lettre de confirmation de la mise en opposition de votre Carte SIM,
- la facture originale détaillée des communications frauduleuses,
- et le cas échéant, toute pièce de votre organisme bancaire permettant d'établir que vous êtes détenteur ou codétenteur du Compte.

**SOGESSUR, pour apprécier les circonstances du Sinistre et procéder à l'évaluation du montant de votre indemnité pourra missionner un expert ou un enquêteur ou contacter tout émetteur de facture.**

## **2.6. Prolongation de la garantie Constructeur**

### **Définitions spécifiques à cette garantie**

#### **Appareil de remplacement**

Appareil neuf de modèle identique à celui qui est garanti ou, si cet appareil n'est plus commercialisé ou disponible, un appareil neuf équivalent «iso-fonctionnel», c'est-à-dire possédant au minimum les mêmes caractéristiques techniques principales (à l'exception des caractéristiques de poids, de taille, de marque, de coloris ou de design). La valeur de l'appareil de remplacement ne pourra dépasser le prix TTC effectivement réglé, hors taxe écologique de l'appareil garanti.

#### **Appareil garanti**

Tout appareil électroménager, matériel électronique de son et/ou d'image et matériel informatique bénéficiant d'une garantie Constructeur ou à défaut d'une garantie distributeur (telles que définies ci-après), qui a été acheté par l'assuré, neuf au moyen d'une carte de paiement Société Générale ou d'un chèque

rattaché à un compte Société Générale dont il est titulaire ou co-titulaire et dont le prix de vente est supérieur à 75 euros TTC.

#### **Appareil irréparable**

Appareil techniquement irréparable selon le diagnostic de notre réseau de réparateur et/ou dont le coût de réparation TTC est égal ou supérieur à la valeur de remplacement à neuf à la date du sinistre de l'appareil garanti.

#### **Frais de réparation**

Ils comprennent le coût des pièces, de la main d'œuvre et des frais de déplacement.

#### **Garantie Constructeur**

Il s'agit d'une garantie commerciale proposée par le constructeur.

**Garantie distributeur**

Il s'agit d'une garantie commerciale écrite, non optionnelle, gratuite et fournie au moment de l'achat de l'appareil par le distributeur, en plus de ses obligations légales visant à garantir la conformité du bien.

**Paiement par carte**

Par paiement par carte, il est entendu tout paiement effectué par saisie du code confidentiel, ou par signature d'une facture par le titulaire du compte ou tout paiement effectué sur instruction du titulaire en communiquant son numéro de carte, qui doit alors être dûment enregistré par écrit ou informatique et daté par le prestataire.

**Panne**

Dysfonctionnement électrique, électronique, électromécanique ou mécanique d'un ou de plusieurs composants ayant pour origine une cause interne à l'appareil garanti et nuisant à son bon fonctionnement.

**Objet de la garantie**

L'assurance « Prolongation de la garantie constructeur » a pour objet de prolonger dans les limites et sous réserve des exclusions stipulées ci-après, la garantie Constructeur ou à défaut la garantie distributeur telles que définies ci-dessus pour les appareils garantis de moins de 5 ans achetés neufs par l'assuré au moyen d'une carte de paiement Société Générale ou d'un chèque rattaché à compte Société Générale dont il titulaire ou co-titulaire, en cas de panne de l'un de ses appareils.

Cette garantie a une durée de 24 mois à compter de la date d'expiration de la garantie constructeur ou, à défaut, de la garantie du distributeur.

La garantie prévoit :

- si l'appareil garanti est réparable, la mise en œuvre de la réparation et la prise en charge des frais de réparation
- si l'appareil est irréparable, la fourniture d'un appareil de remplacement. S'il nous est impossible de remplacer le bien endommagé par un appareil équivalent « iso-fonctionnel », nous vous versons une indemnité correspondant au prix TTC, hors taxe écologique, effectivement réglé et figurant sur la facture d'achat du bien garanti.

**Sous réserve du délai de carence prévu à l'article 3.2 et du paiement de votre cotisation, les garanties sont acquises pour les pannes survenues entre la date de prise d'effet de votre adhésion à JAZZ et la date de résiliation de cette adhésion.**

**Montant maximum de la garantie**

La garantie est acquise dans la limite de 5 000 euros TTC par sinistre et par an.

**Exclusions spécifiques à la garantie**

- **Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2.7, sont exclus :**
- les appareils ayant une ancienneté de plus de 5 ans à compter de la date figurant sur la facture d'achat de l'appareil neuf ;
- les téléphones portables ;
- les véhicules terrestres à moteur et les engins flottants ou aériens ;

- les appareils dont le numéro (et/ou les références) a été enlevé, modifié ou est illisible et ceux pour lesquels la facture ne peut être présentée ou est raturée ou illisible ;
- les dommages subis par les pièces consommables du fait de leur usage, et par leurs accessoires, consommables et pièces d'usure tels que les ampoules d'éclairages, saphirs, diamants, cellules de tête ;
- les dommages, pannes, défaillances ou défauts, imputables à des causes d'origine externe ;
- les pannes résultant de la modification de la construction et des caractéristiques d'origine de l'appareil garanti ;
- les frais de remise en service, ainsi que les défauts de fonctionnement constatés lors de celle-ci ;
- les frais de réglages accessibles à l'utilisateur sans démontage de l'appareil ;
- les dysfonctionnements résultant du non-respect des instructions du constructeur ;
- les pannes affectant des pièces non conformes à celle préconisées par le constructeur ;
- les appareils utilisés à des fins professionnelles, commerciales ou collectives ;
- le contenu des appareils (denrées, vêtements...) ;
- le calage des matériels encastrés ;
- les dommages résultant d'une erreur de manipulation ;
- les frais de réparation ainsi que les dommages subis par l'appareil assuré, après une réparation effectuée par toutes autres personnes qu'un service après vente agréé par le constructeur ;
- les frais supplémentaires entraînés par les modifications ou améliorations entreprises à l'occasion de la réparation ou du remplacement d'une pièce garantie. Par modification, on entend par exemple, l'implantation d'un nouveau matériel ou périphérique dans l'unité centrale par l'assuré ;
- les frais de devis suivis ou non de réparation ;
- les dommages imputables au réparateur ;
- les dommages exclus dans les notices remises par le constructeur ou le distributeur ;
- les dommages indirects tels que la perte de jouissance ainsi que les pénalités dues à une mauvaise performance ;
- l'inconfort de vision lié à la panne de pixels ;
- les dommages dus au vieillissement des composants électriques ;
- les dommages aux logiciels, les frais de reconstitution des informations et des données stockées dans la mémoire de l'unité centrale ;
- les dommages dus à la corrosion, à l'oxydation, à l'incrustation de rouille, de l'encrassement ou à la détérioration graduelle de l'appareil ;
- les conséquences de dysfonctionnement immatériel y compris en cas de sabotage immatériel ;
- les dommages aux logiciels autres que les systèmes d'exploitation ;
- les pannes afférentes aux accessoires tels que tuyau extérieur de vidange ou câble d'alimentation, antenne, casque d'écoute ;
- les pièces et les dommages d'ordre esthétique ;
- les contrefaçons et fausses pièces détachées ;
- les pannes survenues avant le 1er janvier 2017.

**Territorialité**

La garantie s'applique pour les sinistres survenus en France métropolitaine.

**En cas de Sinistre**

Sauf cas fortuit et force majeure, vous devez déclarer tout sinistre dans les cinq jours ouvrés à compter de la date à laquelle

vous en avez pris connaissance en contactant le Service Quiétis par téléphone au 01 61 37 41 37 – Rubrique Prolongation de la garantie Constructeur.

**Pour accélérer la gestion de votre dossier, munissez-vous, lors de cet appel, de l'ensemble des justificatifs demandés.**

Après l'ouverture de votre dossier et sous réserve de l'éligibilité de votre demande, vous serez mis en relation avec l'un de nos techniciens spécialisés qui procédera au diagnostic à distance de l'appareil et à la vérification des justificatifs.

- En cas de panne avérée, et selon le type d'appareil concerné, un rendez-vous pourra vous être proposé pour résolution de la panne à domicile. Si l'appareil est irréparable, un nouvel appareil à iso fonctionnalités vous sera alors proposé.
- Si la panne concerne un appareil de poids modeste (inférieur à 30 kg) : vous devrez envoyer l'appareil auprès de notre réparateur agréé. Cet envoi s'effectuera sans frais de votre part. Si l'appareil est économiquement irréparable, un nouvel appareil à iso fonctionnalités vous sera alors proposé.

**En cas d'envoi de l'appareil chez notre réparateur et si celui-ci est déclaré irréparable, aucun renvoi ne sera effectué. Nous vous invitons par conséquent à effectuer toutes les sauvegardes nécessaires avant l'envoi.**

Si vous ne pouvez effectuer une déclaration par téléphone, vous avez la possibilité de l'adresser :

- soit par email : [sgpgc@grassavoie.com](mailto:sgpgc@grassavoie.com)

- soit par courrier à l'adresse :  
Gras Savoye QUIETIS PGC  
TSA 24286 - 77283 AVON CEDEX

**Dans tous les cas :**

- **vous devez vous abstenir de procéder vous-même à toute réparation sous peine de déchéance de garantie.**
- **notre réseau de réparateurs ne pourra intervenir qu'en France métropolitaine.**

**Justificatifs à transmettre**

Vous devez fournir aux adresses mentionnées au paragraphe précédent, les pièces justificatives suivantes :

- l'original de la facture d'achat de l'appareil garanti ainsi que les références de l'appareil garanti (marque, genre, modèle, numéro de série) ;
- toute pièce de votre organisme bancaire permettant d'établir que vous avez acquis le bien garanti au moyen d'une carte de paiement Société Générale ou d'un chèque rattaché à un compte Société Générale (ex : relevé de compte).

SOGESSUR, pour apprécier les circonstances du Sinistre et procéder à l'évaluation des dommages résultant de la panne, pourra missionner un expert ou un enquêteur ou contacter tout émetteur de facture.

Si l'appareil n'est pas réparable et que vous avez obtenu son remplacement ou une indemnisation financière, celui-ci devient la propriété de l'Assureur qui mandate Gras Savoye pour en effectuer la valorisation.

## **2.7 Exclusions communes aux garanties sécurité financière, sécurité vol d'espèces, sécurité clés papiers, sécurité bris et vol de téléphone mobile, smartphone, tablette tactile, sécurité téléphone mobile et prolongation de la garantie Constructeur**

**Sont exclus des garanties Sécurité Financière, Sécurité Vol d'espèces, Sécurité Clés - Papiers, Sécurité bris et vol de téléphone mobile, smartphone, tablette tactile, Sécurité Téléphone Mobile et Prolongation de la garantie constructeur :**

- **La faute intentionnelle ou dolosive de votre part ou de la part d'un de vos proches (conjoint, concubin, partenaire signataire d'un Pacte Civil de Solidarité, ascendant, descendant, beaux-parents, enfants du conjoint, du**

**concubin, du partenaire signataire d'un Pacte Civil de Solidarité collatéraux, demi-frère, demi-sœur).**

- **La guerre civile ou étrangère.**
- **L'embargo, la confiscation, la capture ou destruction, par ordre d'un gouvernement ou d'une autorité publique.**
- **La désintégration du noyau atomique ou rayonnement ionisant.**

## **2.8. Sécurité Juridique**

### **Objet de la garantie**

La garantie « Sécurité Juridique » a pour objet de vous fournir ou de mettre à votre disposition des prestations tendant à la solution amiable ou judiciaire d'un litige garanti, et prendre en charge les frais correspondants.

### **Prestations fournies en cas de litige garanti**

Pour trouver une solution adaptée à votre litige et défendre au mieux vos intérêts, JURIDICA s'engage à :

- vous fournir, après analyse des aspects juridiques de votre situation litigieuse, tous conseils sur l'étendue de vos droits et organiser avec vous la défense de vos intérêts,
- procéder à toute démarche ou opération tendant à mettre fin au litige à l'amiable,
- exercer un recours en justice afin de faire valoir vos droits et suivre l'exécution de la décision obtenue.
- Vous disposez toujours du libre choix de l'avocat. À ce titre : vous pouvez saisir un avocat de votre connaissance, en informant au préalable JURIDICA et en lui communiquant ses coordonnées.

- vous pouvez également inviter JURIDICA, par écrit, à vous proposer les coordonnées d'un avocat sélectionné pour sa compétence dans le domaine concerné et/ou sa proximité.

Dans ces deux cas :

- vous négociez avec l'avocat choisi une convention d'honoraires et vous devez informer JURIDICA du suivi selon les dispositions prévues aux paragraphes « Conditions de mise en œuvre de la garantie » et « En cas de désaccord ».

JURIDICA prend en charge les frais et honoraires engagés dans le cadre de la résolution judiciaire du litige selon les modalités prévues au paragraphe « Frais et honoraires pris en charge ».

### **Domaine de garanties**

Dans le cadre des litiges que vous pourriez subir en qualité de consommateur, dans le cadre de votre vie privée, JURIDICA s'engage à exercer un recours afin de faire valoir vos droits lorsque vous subissez un préjudice pour les litiges suivants :

- litiges liés à la conclusion, la mauvaise exécution, l'inexécution ou la rupture d'un contrat de prestation de services conclu avec un professionnel ;

- litiges liés à la commande, l'achat, la vente, la location, l'entretien ou la réparation par un professionnel d'un bien mobilier ;
- litiges liés au paiement sur Internet (opération de paiement réalisée sur Internet au moyen d'une carte bancaire, pour l'achat d'un bien mobilier dont le montant est porté au débit de votre compte assuré). Le paiement doit avoir été effectué auprès d'un professionnel domicilié en France métropolitaine, hors site de vente aux enchères.

**Sont exclus les litiges**

- portant sur des prestations sociales, prévoyance ou de retraite, servies par un organisme social, une mutuelle, une société d'assurance, une institution de prévoyance ou de retraite ;
- portant sur des travaux de bâtiment ou de génie civil ;
- liés à la propriété intellectuelle ;
- portant sur les données numériques à visualiser ou à télécharger en ligne notamment fichiers mp3, photographies, logiciels ;
- portant sur les prestations de services acquises sur un site Internet y compris celles consommées en ligne.

**Conditions de mise en œuvre de la garantie**

**JURIDICA** intervient si les conditions suivantes sont réunies :

- l'achat, la location, la livraison ou la prestation a été acquitté pendant la durée de votre adhésion et en tout ou partie avec l'un de vos moyens de paiement garantis y compris TIP, virement et prélèvement ;
- le bien mobilier ou le service ne fait pas l'objet d'un impayé pour quelque raison que ce soit ;
- vous ne devez disposer d'aucune information sur un éventuel litige susceptible de mettre en jeu la garantie au moment de la prise d'effet de votre adhésion. En outre, les faits, les événements ou la situation source du litige doivent être postérieurs à la date de prise d'effet de votre adhésion, à moins que vous ne prouviez que vous étiez dans l'impossibilité d'en avoir connaissance à cette date ;
- vous devez déclarer votre litige à **JURIDICA** entre la date de prise d'effet de votre adhésion et celle de sa cessation ;
- le montant des intérêts en jeu, à la date de déclaration du litige, doit être supérieur à 198 EUR ;
- afin que **JURIDICA** puisse analyser les informations transmises et vous faire part de son avis sur l'opportunité des suites à donner à votre conflit, vous devez recueillir l'accord préalable de **JURIDICA** AVANT de saisir une juridiction, d'engager une nouvelle étape de la procédure ou d'exercer une voie de recours ;
- vous devez avoir contracté et maintenu en vigueur les assurances légales qui vous incombent ;
- aucune garantie de responsabilité civile n'est susceptible d'assurer la défense de vos intérêts pour le litige considéré.

**Vous ne devez faire aucune déclaration inexacte sur les faits, les événements ou la situation qui sont à l'origine du litige ou plus généralement sur tous les éléments pouvant servir à la solution du litige. À défaut, vous seriez entièrement déchu de tout droit à garantie pour le litige considéré.**

**Territorialité**

Les prestations de **JURIDICA** vous sont acquises pour les litiges découlant de faits et événements survenus exclusivement dans l'un des pays énumérés ci-après, qui relèvent de la compétence

d'un tribunal de l'un de ces pays et pour lesquels l'exécution des décisions rendues s'effectue dans cette même sphère géographique : France et territoires d'Outre-mer, Monaco, Saint-Marin, Suisse et Vatican et les États membres de l'Union Européenne au 1er janvier 2016.

**Déclaration de litige et Information de JURIDICA**

Vous pouvez déclarer votre litige à **JURIDICA**, dès que vous en avez connaissance, en téléphonant au 01 30 09 97 96, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 19 h 30 (coût d'un appel local depuis un poste fixe en France métropolitaine), ou par écrit à **JURIDICA** – Service Quiétis – 1, Place Victorien Sardou 78166 Marly le Roi CEDEX, en adressant le relevé d'identité bancaire de votre compte assuré, ainsi que tous les renseignements et documents utiles à l'instruction du dossier. Par ailleurs, vous devez transmettre à **JURIDICA**, dès réception, tous avis, lettres, convocations, actes d'huissier, assignations et pièces de procédure qui vous seraient adressés, remis ou signifiés. Cette rapidité est importante pour préserver vos droits et actions.

**En cas de désaccord**

Après analyse des informations transmises, **JURIDICA** envisage l'opportunité des suites à donner au litige à chaque étape significative de son évolution. **JURIDICA** vous en informe et en discute avec vous. Vous bénéficiez des conseils de **JURIDICA** sur les mesures à prendre et les démarches à effectuer. Le cas échéant, et en accord avec vous, **JURIDICA** met en œuvre les mesures adaptées. En cas de désaccord entre vous et **JURIDICA** portant sur le fondement de votre droit ou sur les mesures à prendre pour régler le litige, vous pouvez selon les dispositions de l'article L. 127-4 du *code des assurances* :

- soit exercer l'action, objet du désaccord à vos frais ;
- soit soumettre cette difficulté à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord ou désignée à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance. **JURIDICA** prend en charge les frais exposés pour la mise en œuvre de cette action. Cependant, le Président du Tribunal de Grande Instance peut les mettre à votre charge s'il considère que vous avez mis en œuvre cette action dans des conditions abusives. Si vous obtenez une solution définitive plus favorable que celle proposée par **JURIDICA** ou la tierce personne citée ci-dessus, **JURIDICA** vous rembourse les frais et honoraires que vous avez engagés pour cette action, dans les conditions et limites prévues au paragraphe suivant.

**Frais et honoraires pris en charge**

À l'occasion d'un litige garanti, dans la limite d'un plafond global de 7 650 EUR, **JURIDICA** prend en charge les frais et honoraires engagés pour sa résolution. La prise en charge comprend :

- les frais de constitution de dossier tels que les frais d'enquête, les coûts de procès-verbaux de police ou de constat d'huissier, que **JURIDICA** a engagés ;
- les honoraires d'experts que **JURIDICA** a engagés, ou qui résultent d'une expertise diligentée sur décision de justice ;
- les frais taxables et émoluments d'avocats, d'avoués et d'auxiliaires de justice ;
- les autres dépens taxables, à l'exclusion des droits proportionnels mis à votre charge en qualité de créancier par un huissier de justice ;
- les honoraires et frais non taxables d'avocat dans la limite des plafonds de remboursements indiqués ci-après :
  - o assistance à transaction définitive ayant abouti à un protocole signé par les parties ou Assistance à médiation ou conciliation ayant abouti et constatée par le juge : le montant à retenir est celui qui aurait été appliqué si la procédure avait été menée à son terme devant la juridiction concernée ;



- o autre cas d'assistance amiable : 500 EUR par affaire ;
- o assistance à une expertise ou à une mesure d'instruction, recours pré-contentieux en matière administrative et représentation devant une commission administrative, civile ou disciplinaire : 330 EUR par intervention ;
- o ordonnance en matière gracieuse ou sur requête : 540 EUR par ordonnance ;
- o ordonnance de référé : 460 EUR par ordonnance ;
- o juge de proximité ayant abouti à une décision définitive : 670 EUR par affaire ;
- o tribunal de police sans constitution de partie civile de l'assuré : 340 EUR par affaire ;
- o tribunal de grande instance – Tribunal des affaires de sécurité sociale : 1 100 EUR par affaire ;
- o tribunal de commerce : 1 000 EUR par affaire ;
- o tribunal administratif : 1 000 EUR par affaire ;
- o autres juridictions de première instance (y compris le juge de l'exécution) : 730 EUR ;
- o appel en matière pénale : 830 EUR par affaire ;
- o appel toutes autres matières : 1 150 EUR par affaire ;
- o cour d'assises : 1 660 EUR par affaire (y compris les consultations) ;
- o cour de cassation, Conseil d'État, Cour Européenne des droits de l'homme, Cour de justice de l'union européenne : 2 610 EUR par affaire (y compris les consultations).

Ces montants s'entendent TTC et sont calculés sur une TVA de 19,60 %. Ils comprennent les frais de secrétariat, de déplacements et de photocopies. Ils varient en fonction de la TVA en vigueur au jour de la facturation.

La prise en charge des honoraires et des frais non taxables d'avocat s'effectue selon la modalité suivante, **dans la limite des montants figurant dans ce paragraphe.**

– JURIDICA règle directement l'avocat que vous avez saisi, après en avoir informé JURIDICA au préalable, sur justificatifs

de la procédure engagée, de la décision rendue et sur présentation d'une convention d'honoraires que vous avez négociée et signée. À défaut de cette convention d'honoraires, JURIDICA vous rembourse sur présentation d'une facture acquittée.

Lorsque l'avocat sollicite le paiement d'une provision, JURIDICA pourra verser une avance, en cours de procédure à hauteur de 50 % des montants prévus ci-dessus et dans la limite des sommes qui vous sont réclamées. Le solde sera réglé sur présentation de la décision.

Si vous avez des intérêts communs avec plusieurs personnes dans un même litige contre un même adversaire, les sommes mises à votre charge seront calculées au prorata du nombre d'intervenants dans ce litige. Elles vous seront remboursées **dans la limite des montants figurant dans ce paragraphe.**

**JURIDICA ne prend jamais en charge :**

- les honoraires de résultat des mandataires, quels qu'ils soient, fixés en fonction de l'intérêt en jeu ou en fonction du résultat définitif ou espéré des démarches engagées ;
- les condamnations prononcées contre vous au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ou son équivalent devant les autres juridictions françaises ou étrangères ;
- les frais de postulation ;
- les consignations pénales qui vous sont réclamées.

#### **Juridictions étrangères**

Lorsque l'affaire est portée devant des juridictions étrangères, le montant retenu est celui de la juridiction française équivalente. À défaut, le plafond applicable est celui du niveau de juridiction concerné.

## **2.9. Allo Quietis**

### **Définition du service**

Sur simple appel téléphonique de votre part au 01 41 85 83 22 (coût d'un appel local depuis un poste fixe en France métropolitaine), le service Allô Quietis vous fournit :

- L'assistance serrurerie :

Mise en relation en urgence avec un serrurier suite à la perte ou au vol de vos clés : nous recherchons le prestataire qui pourra intervenir le plus rapidement, nous établissons avec lui les conditions de son intervention (notamment l'heure de l'intervention) et, avec votre accord, nous le dépêchons à votre domicile.

Les frais liés à l'intervention du prestataire (déplacement, pièces & main d'œuvre, etc.) vous seront facturés directement par le prestataire et pourront être pris en charge dans les limites de garantie fixées à l'article 2.3.

Cette prestation est accessible 24h sur 24 et 7j sur 7.

- Les informations et les renseignements exclusivement d'ordre privé, destinés à orienter vos démarches dans les domaines administratif, juridique, social et plus généralement de la vie pratique, tels que :

- travaux et habitation (questions d'ordre réglementaire sur les assurances, le cadastre...)
- immobilier/fiscalité (loyers, baux, copropriété, fiscalité des revenus fonciers, succession...)
- achats/ventes d'immeubles (promesse de vente, vices cachés, relations notaires, relations agences immobilières...)
- déménagement (comment organiser son déménagement, quelles démarches auprès d'administrations...)

- santé et bien-être (la sécurité sociale, les vaccins, la CMU, informations nutrition, hygiène...)
  - emploi (les emplois publics, adresses utiles, Pôle Emploi/APEC, droit du travail, licenciement...)
  - scolarité (informations relatives aux études ou aux métiers, études à l'étranger, bourses d'études, conventions de stage...)
  - animaux domestiques : tatouages, vaccins, garde d'un animal domestique dans un établissement spécialisé...)
  - loisirs et sports : les activités extrascolaires, les centres de vacances, séjours linguistiques, associations culturelles...)
  - famille (droit de la famille, PACS, divorce, naissance d'un enfant...)
  - droit privé (droit patrimonial, obligations, voisinage, procédures devant les tribunaux...)
  - droit public (conflit de personnes privées et publiques, procédures gracieuses et contentieuses...)
  - droit de la consommation (délai de renonciation, achat de biens défectueux...)
  - fiscalité (impôts, imprimés à remplir, revenus fonciers, charges à déduire, impôts locaux...)
  - retraite (démarches à accomplir pour la constitution du dossier retraite, droits à la retraite, pensions de réversion...)
  - voyages (visa, passeports, formalités administratives à accomplir, vaccins obligatoire, ...)
  - social et administratif (aides sociales, organismes sociaux, formalités administratives).
- Cette prestation est accessible chaque jour (sauf dimanches et jours fériés) de 8 heures à 19 heures 30.

**Modalités**

Les informations que nous recherchons et vous communiquons constituent des renseignements à caractère documentaire visés par l'article 66-1 de la Loi modifiée du 31 décembre 1971. Nous ne pouvons en aucun cas être tenus pour responsables des interprétations du bénéficiaire ni de leurs conséquences éventuelles. Il ne peut en aucun cas s'agir de consultations juridiques ou médicales. Selon les cas, nous vous orienterons vers les organismes ou les

professionnels susceptibles de vous répondre. Les informations fournies dans le cadre de ce service sont des informations à caractère encyclopédique, non personnalisées. En aucun cas, ces informations ne peuvent servir à établir un diagnostic ou un traitement médical, ni à apprécier un traitement médical en cours.

Dans le cas où des recherches approfondies seraient nécessaires et si nous ne pouvons donner immédiatement la réponse, nous vous rappelons dans les meilleurs délais

**ARTICLE 3 : LA VIE DU CONTRAT****3.1. Prise d'effet et durée des garanties**

L'adhésion est valable un an et se renouvelle ensuite d'année en année par tacite reconduction.

Votre adhésion, sous réserve de paiement de votre cotisation d'assurance, prend effet :

- le jour de la signature en agence du contrat de souscription à JAZZ
- à la date indiquée dans les conditions particulières qui vous seront adressées, par voie postale, en cas d'adhésion par téléphone ou sur Internet (cette date ne pouvant en aucun cas aller au-delà de 3 jours après votre adhésion).

Sous réserve du délai de carence prévu à l'article 3.2 et du paiement de votre cotisation, les garanties sont acquises pour les Sinistres survenus entre la date de prise d'effet de votre adhésion et la date de résiliation de votre adhésion. En revanche, les garanties sont sans effet lorsqu'une interdiction de fournir un contrat ou un service d'assurance s'impose à Société Générale et aux assureurs du fait de sanction, restriction, embargo total ou partiel ou prohibition prévues par les lois et règlements.

**3.2. Délai de carence**

Aucun Sinistre couvert par les garanties Sécurité Financière, Sécurité Vol d'espèces, Sécurité Clés/Papiers, Sécurité Bris et Vol de Téléphone Mobile, Smartphone, Tablette tactile, Sécurité Téléphone Mobile et Prolongation

de la garantie constructeur ne peut donner lieu à indemnisation s'il survient dans les 8 premiers jours à partir de la date d'effet de votre adhésion à Quiétis.

**3.3. Renonciation****En cas de multi-assurance**

Vous êtes invité à vérifier que vous n'êtes pas déjà bénéficiaire d'une garantie couvrant l'un des risques garantis par le nouveau contrat. Si tel est le cas, vous bénéficiez d'un droit de renonciation à ce contrat pendant un délai de 14 jours (calendaires) à compter de sa conclusion, sans frais ni pénalités, si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- vous avez souscrit ce contrat à des fins non professionnelles ;
- ce contrat vient en complément de l'achat d'un bien ou d'un service vendu par un fournisseur ;
- vous justifiez que vous êtes déjà couvert pour l'un des risques garantis par ce nouveau contrat ;
- le contrat auquel vous souhaitez renoncer n'est pas intégralement exécuté ;
- vous n'avez déclaré aucun sinistre garanti par ce contrat.

Dans cette situation, vous pouvez exercer votre droit à renoncer à ce contrat par lettre ou tout autre support durable adressé à l'assureur du nouveau contrat, accompagné d'un document justifiant que vous bénéficiez déjà d'une garantie pour l'un des risques garantis par le nouveau contrat. L'assureur est tenu de vous rembourser la prime payée, dans un délai de 30 jours à compter de votre renonciation.

Si vous souhaitez renoncer à votre contrat mais que vous ne remplissez pas l'ensemble des conditions ci-dessus, vérifiez les modalités de renonciation prévues dans votre contrat.

Vous devez notifier votre volonté de renoncer à l'agence dans laquelle vous détenez votre Compte de prélèvement.

Votre demande intégrera la phrase « Je soussigné (votre nom et prénom) exerce mon droit de renonciation prévu par l'article L. 112-10 du *Code des assurances* pour mon contrat d'assurance Quiétis auquel j'ai adhéré le (date d'adhésion du contrat) ».

**IMPORTANT : Quiétis étant considéré comme un élément principal de JAZZ formant un ensemble indivisible de services, sa renonciation entraîne automatiquement la résiliation de JAZZ et des options souscrites.**

**En cas d'adhésion à la suite d'un démarchage**

Si, en tant que personne physique, vous avez fait l'objet d'un démarchage à votre domicile, votre résidence ou votre lieu de travail, même à votre demande, et si vous avez signé dans ce cadre le contrat d'adhésion à Quiétis à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de votre activité commerciale ou professionnelle, vous avez la faculté d'y renoncer par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pendant le délai de 14 jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs.

Vous devez notifier votre volonté de renoncer à l'agence dans laquelle vous détenez votre Compte de prélèvement.

Votre demande intégrera la phrase « Je soussigné (votre nom et prénom) exerce mon droit de renonciation prévu par l'article L. 112-9 du *Code des assurances* pour mon contrat d'assurance Quiétis, numéro (indiquer le numéro inscrit sur vos Conditions Particulières), auquel j'ai adhéré le (date d'adhésion du contrat) ».

Votre contrat sera résilié à compter de la date de réception de votre lettre recommandée. En cas de renonciation, vous ne pouvez être tenu qu'au paiement de la partie de cotisation

correspondant à la période pendant laquelle le risque a couru, cette période étant calculée jusqu'à la date de la résiliation. Toutefois, l'intégralité de la cotisation nous reste due si vous exercez votre droit de renonciation alors qu'un Sinistre mettant en jeu la garantie de votre contrat et dont vous n'avez pas eu connaissance est intervenu pendant le délai de renonciation.

#### **En cas d'adhésion à distance**

Vous disposez d'un délai de 14 jours calendaires révolus pour renoncer au contrat d'adhésion si ce dernier a été conclu exclusivement à distance. Ce délai commence à courir soit à compter du jour où le contrat à distance est conclu, soit à compter du jour où vous avez reçu la présente notice d'information, si cette date est postérieure à celle de conclusion du contrat. Le droit de renonciation ne s'applique toutefois pas si

le contrat a été exécuté intégralement par les deux parties à votre demande expresse avant que vous n'exerciez votre droit de renonciation. En cas de renonciation, Société Générale conservera la partie de cotisation annuelle perçue correspondant à la période couverte. Votre contrat sera résilié à la date de la réception de votre lettre. Vous devez notifier votre demande par lettre recommandée avec accusé de réception à l'agence dans laquelle vous détenez votre Compte de prélèvement.

Cette demande intégrera la phrase suivante : « Je soussigné <votre nom et prénom> exerce mon droit de renonciation prévu par l'article L 112-2-1 du *Code des assurances* pour mon contrat d'assurance Quiétis, auquel j'ai adhéré le <date d'adhésion du contrat>.

Le coût d'affranchissement de cet envoi est celui en vigueur pour un envoi en lettre recommandée avec avis de réception.

### **3.4. Votre Cotisation**

La cotisation de JAZZ est indiquée dans la brochure des "Conditions appliquées aux opérations bancaires des particuliers". Elle est prélevée mensuellement, sur le compte de particulier rattaché à JAZZ, en milieu de mois. Pour un contrat souscrit entre le 1er et le 14, la cotisation est prélevée dès le mois de souscription. Pour un contrat souscrit à partir du 15 du mois, la cotisation n'est prélevée qu'à compter du mois suivant.

Le montant de la cotisation d'assurance est inclus dans votre contrat JAZZ dont la cotisation est automatiquement prélevée chaque mois par Société Générale,

L'établissement des avis d'échéance, l'adhésion, la modification et la gestion des impayés ainsi que la suppression d'un risque peuvent donner lieu à la perception des frais accessoires.

### **3.5. Modifications**

Toute mesure législative ou réglementaire, qui aurait pour effet de modifier tout ou partie du présent contrat serait applicable dès son entrée en vigueur.

Le présent contrat peut, par ailleurs, évoluer et nécessiter certaines modifications. Dans ce cas, Société Générale communiquera par écrit à l'adhérent au plus tard trois mois avant

leur date d'application les modifications envisagées. L'adhérent pourra refuser celles-ci pendant ce délai et dénoncer le contrat par lettre recommandée adressée à l'agence dans laquelle vous détenez votre Compte de prélèvement.

L'adhérent pourra résilier son contrat comme indiqué à l'article 8 du présent contrat.

### **3.6. Réticence ou fausse déclaration**

En cas de réticence ou de fausse déclaration portant sur les éléments constitutifs du risque ou du Sinistre, à la souscription ou en cours de contrat, nous pouvons vous appliquer une

réduction d'indemnités ou la nullité de votre contrat, conformément aux articles L 113-8 et L 113-9 du *Code des assurances*.

### **3.7. Paiement des indemnités**

Les indemnités versées au titre de la garantie Sécurité Financière, Sécurité Vol d'espèces, Sécurité Clés/Papiers, Sécurité Bris et Vol de Téléphone Mobile, Smartphone, Tablette tactile, Sécurité Téléphone Mobile ou Prolongation de la garantie constructeur sont versées par virement bancaire sur

votre Compte de prélèvement, dans les 15 jours qui suivent la réception, par le service Quiétis, de l'ensemble des pièces justificatives du Sinistre ou, en cas d'expertise ou d'enquête, du rapport de l'expert ou de l'enquêteur.

### **3.8. Résiliation de votre contrat**

L'adhérent ou les assureurs peuvent chacun mettre fin au contrat en respectant les règles fixées par le *Code des assurances*, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Dans tous les cas, la résiliation est notifiée par lettre recommandée, en ce qui vous concerne à l'agence dans laquelle vous détenez votre Compte de prélèvement et en ce qui nous concerne, à votre dernier domicile connu, sauf pour la résiliation à tout moment à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de première adhésion (article L. 113-15-2 du *Code des assurances*), pour laquelle une lettre ou tout autre support durable suffit.

**IMPORTANT : Quiétis étant considéré comme un élément principal de JAZZ formant un ensemble indivisible de**

**services, sa résiliation entraîne automatiquement la résiliation de JAZZ et des options souscrites.**

En application des dispositions de l'article R.113-12 du *Code des assurances* relatif aux modalités et conditions d'application de la résiliation à tout moment d'un contrat d'assurance couvrant les personnes physiques en dehors de leurs activités professionnelles (article L.113-15-2 du *Code des assurances*), vous pourrez, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de première adhésion à ce contrat, le résilier sans frais ni pénalités. La résiliation prend effet un mois après que nous en ayons reçu notification, par lettre ou tout autre support durable.

Lorsque sont remplies les conditions de résiliation prévues à l'article

L. 113-15-2 du *Code des assurances*, nous appliquons par défaut cet article : 1°. Lorsque vous dénoncez la reconduction tacite du contrat en application de l'article L.113-15-1 du *Code des assurances* postérieurement à la date limite d'exercice du droit de dénonciation du contrat ;

2°. Lorsque vous demandez la résiliation du contrat en vous fondant sur un motif légal dont nous constatons qu'il n'est pas applicable ;

3°. Lorsque vous ne précisez pas le fondement de votre demande de résiliation.

Motif de résiliation	Qui peut résilier ?	Quand ?	Date d'effet de la résiliation ?
Tous motifs	L'adhérent	La première année : un mois au plus tard avant l'échéance annuelle (fixée au 30 juin de chaque année)	À l'échéance annuelle
	L'adhérent	En cas d'envoi de l'avis d'échéance moins de 45 jours avant l'échéance annuelle, <b>dans les 20 jours suivant la date d'envoi de cet avis d'échéance (le cachet de la poste faisant foi)</b>	À l'échéance annuelle si votre lettre recommandée nous parvient avant cette date. Le lendemain de la date figurant sur le cachet de la poste de la lettre recommandée si celle-ci nous parvient après l'échéance annuelle de votre contrat
	L'adhérent	À tout moment à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de première adhésion	Un mois après que l'assureur ait reçu notification par lettre ou tout autre support durable
	L'assureur	Deux mois avant l'échéance annuelle	À l'échéance annuelle
Changement de domicile, de situation ou de régime matrimonial, de profession, retraite ou cessation définitive d'activité professionnelle ayant une incidence sur les garanties	L'adhérent	Dans les trois mois qui suivent l'événement	Un mois après l'envoi de votre lettre recommandée
Décès de l'adhérent	Les héritiers	À tout moment	Dès réception de la lettre de résiliation
Augmentation de votre cotisation	L'adhérent	Dans le mois où vous avez eu connaissance de l'augmentation	Un mois après votre demande
Résiliation par l'un des assureurs d'un autre de vos contrats d'assurance après Sinistre	L'adhérent	Dans le mois où vous avez eu connaissance de la résiliation d'un contrat après Sinistre	Un mois après votre demande
Diminution du risque en cours de contrat	L'adhérent	Dès que vous avez eu connaissance du refus de l'assureur de réduire votre cotisation	Un mois après votre demande
Résiliation après Sinistre	L'assureur	Après Sinistre	Un mois après l'envoi de la lettre recommandée
Aggravation du risque en cours de contrat	L'assureur	Dès que l'assureur en a connaissance ou 30 jours après la proposition à défaut d'accord	10 jours après l'envoi de la lettre recommandée Au terme du délai de 30 jours
Retrait d'agrément			Le 40e jour à midi après la publication au JORF de la décision de l'ACPR prononçant le retrait
Clôture du Compte de prélèvement	L'assureur		Date de clôture

**Conditions de résiliation :**

Les délais de résiliation indiqués ci-dessus sont décomptés à partir de l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la Poste faisant foi, sauf pour la résiliation à tout moment à l'expiration

d'un délai d'un an à compter de la date de première adhésion (article L. 113-15-2 du Code des assurances), pour laquelle une lettre ou tout autre support durable suffit.

**3.9. Pluralité d'assurance**

À l'adhésion et pendant la durée de celle-ci, vous devez déclarer toute assurance, dont vous pourriez bénéficier, ayant un objet identique au présent contrat. Quand plusieurs assurances sont contractées sans fraude, chacune d'entre elles produit ses effets dans les limites des garanties du contrat étant entendu que le montant de l'indemnisation ne peut pas dépasser le montant du

préjudice subi en ce qui concerne les garanties assurées par Sogessur et des frais et honoraires que vous avez dépensés au titre de la garantie assurée par Juridica. Dans ces limites, vous pouvez être indemnisé en vous adressant à l'assureur de votre choix.

**3.10. Subrogation**

Conformément à l'article L. 121-12 du *Code des assurances* :

- pour les garanties Sécurité Financière, Sécurité Vol d'espèces, Sécurité Clés/Papiers, Sécurité Bris et Vol de Téléphone Mobile, Smartphone, Tablette tactile et Sécurité Téléphone Mobile : Sogessur est subrogée jusqu'à concurrence de l'indemnité versée par elle, dans vos droits et actions contre le responsable du Sinistre ;
- pour la garantie Sécurité Juridique : Juridica est subrogée, dans la limite des sommes dont elle a fait l'avance ou qu'elle vous a

payée directement ou dans vos intérêts, dans vos droits et actions contre les Tiers et en particulier lorsque ceux-ci sont condamnés aux dépens ou au titre de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile ou 475-1 du Code de Procédure Pénale.

**Si de votre fait la subrogation est devenue impossible, les garanties ne s'appliquent pas**

**3.11. Prescription**

Conformément aux dispositions prévues par l'article L.114-1 du *Code des assurances*, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance,
- en cas de Sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un Tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce Tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé. Conformément à l'article L.114-2 du *Code des assurances*, la prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription constituées par :

- toute demande en justice, même en référé, ou même portée devant une juridiction incompétente ;
- tout acte d'exécution forcée, ou toute mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ;
- toute reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré, ou toute reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur.

Elle est également interrompue par :

- la désignation d'experts à la suite d'un Sinistre ;
- l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par :
  - o l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime ;
  - o l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Conformément à l'article L.114-3 du *Code des assurances*, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

**3.12. Relations consommateurs****- Réclamation liée à la souscription auprès de votre conseiller de clientèle**

Si votre réclamation concerne la souscription de votre contrat auprès de votre banque, intermédiaire en assurances, nous vous invitons à vous reporter à l'article 10 des conditions générales JAZZ.

**- Réclamation liée à la gestion des garanties Sécurité Financière, Sécurité Vol d'espèces, Sécurité Clés/Papiers, Sécurité Bris et Vol de Téléphone Mobile, Smartphone, Tablette tactile, Sécurité Téléphone Mobile ou Prolongation de la garantie Constructeur**

Si votre réclamation porte sur la gestion des garanties précitées, vous pouvez vous adresser au service SOGESSUR Réclamation Clients en écrivant à l'adresse suivante :  
Sogessur - Réclamation Clients -- TSA 91102 - 92894 Nanterre Cedex 9

**- Réclamation liée à la gestion de la garantie Sécurité Juridique**

Si votre réclamation porte sur la gestion de la garantie précitée, vous pouvez vous adresser au service JURIDICA Réclamation Clients en écrivant à l'adresse suivante :  
Juridica - Service Réclamation - 1 place Victorien Sardou 78166 Marly-le-Roi CEDEX

**- Réclamation liée à la gestion de la garantie Allô Quiétis**

Europ Assistance - Remontées Clients - 1 promenade de la Bonnette - 92633 Gennevilliers CEDEX

Nous nous engageons à accuser réception de votre courrier dans un délai de 10 jours (sauf si nous avons déjà apporté une

Si votre réclamation porte sur la gestion de la garantie précitée, vous pouvez vous adresser au service d'Europ Assistance Remontées Clients en écrivant à l'adresse suivante réponse au cours de ce délai), et à traiter votre réclamation dans un délai maximal de 60 jours à compter de la réception de votre courrier.

**3.13. Médiateur**

Après épuisement des procédures internes de réclamations propres aux assureurs, vous pouvez saisir par voie postale ou via le formulaire en ligne le Médiateur de l'Assurance dont les coordonnées sont les suivantes :

La Médiation de l'Assurance  
TSA 50110  
75441 Paris Cedex 09

Le Médiateur est une personnalité extérieure aux assureurs qui exerce sa mission en toute indépendance. Ce recours est gratuit.

Pour rendre ses conclusions, il a libre accès au dossier. Après réception du dossier complet, le Médiateur de l'Assurance rend un avis motivé dans les quatre-vingt-dix jours, au vu des pièces qui lui ont été communiquées. Son avis ne lie pas les parties qui conservent le droit de saisir les tribunaux.

La procédure de recours au Médiateur, le formulaire en ligne et la « charte de la Médiation de l'Assurance » sont consultables sur le site internet : <http://www.mediation-assurance.org>.

**3.14. Protection des données à caractère personnel**

Les assureurs du contrat Quiétis sont amenés à traiter, de manière automatisée ou non, des données à caractère personnel dans le cadre de votre contrat d'assurance.

Finalité des traitements de données à caractère personnel et communication à des Tiers :

**Les traitements réalisés par les assureurs du contrat Quiétis ont, notamment, pour finalité :**

- la souscription, la gestion de la relation, l'acceptation, la tarification, le contrôle et la surveillance des risques, la prévention de la fraude, le recouvrement ou la cession de créances ainsi que la gestion des contrats et des éventuels sinistres
- la prospection et la réalisation d'animations commerciales, d'études statistiques ;
- le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de gestion du risque opérationnel et de lutte anti-blanchiment.

Tout incident, déclaration fautive ou irrégulière, pourra faire l'objet d'un traitement spécifique destiné à prévenir les impayés ou à lutter contre la fraude pouvant, notamment, conduire à l'inscription sur une liste des personnes présentant un risque de fraude.

Certaines de vos données (à savoir votre nom, prénom, adresse, couverture souscrite ainsi que celle des bénéficiaires des contrats souscrits) peuvent être transférées à des prestataires, des autorités publiques, des gestionnaires de sinistres pour les besoins de l'exécution du contrat, notamment en cas de sinistre

survenu hors du territoire français ou impliquant un non-résident français.

Elles seront communiquées :

- à toute personne ayant un rôle à jouer dans le cadre du présent traitement, aux réassureurs, aux autorités administratives et judiciaires pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires,
- à des instituts d'enquêtes ou de sondages agissant pour le compte exclusif de SOGESSUR, ainsi qu'à une ou plusieurs sociétés du Groupe Société Générale, chargées de la gestion et de la prévention de risques opérationnels (lutte contre le blanchiment des capitaux, contrôle des risques, ...) au bénéfice de l'ensemble des entités du groupe

- Droits d'accès, de rectification et d'opposition

Vous disposez d'un droit d'accès aux données à caractère personnel vous concernant et pouvez également demander à ce que soient rectifiées, mises à jour ou supprimées les données inexactes, incomplètes ou périmées. Vous pouvez également, sous réserve de justifier d'un motif légitime, vous opposer, à ce que des données à caractère personnel vous concernant fassent l'objet d'un traitement, étant entendu que cette opposition peut entraîner l'impossibilité pour les assureurs de fournir le produit ou le service demandé ou souscrit.

Vous pouvez vous opposer gratuitement, sans avoir à motiver votre demande, à ce que ces données soient utilisées ou transmises à des Tiers à des fins de prospection commerciale. Ces droits peuvent être exercés auprès de l'agence dans laquelle vous détenez votre Compte de prélèvement.

**3.15. Loi applicable et langue utilisée**

La loi applicable à la relation précontractuelle et au présent contrat tant pour son interprétation que pour son exécution est la loi française. La langue utilisée durant la relation précontractuelle

ainsi que celle dans laquelle le contrat est rédigé est la langue française.

## OPTION TRANQUILLITÉ

L'option Tranquillité n'est plus ouverte à la souscription depuis le 23 avril 2018. Ces conditions sont valables pour les Adhérents ayant souscrit cette option avant cette date.

Les présentes Conditions Générales de l'option Tranquillité régissent les dispositions spécifiques à cette option et complètent, pour cette option, les Conditions Générales de JAZZ acceptées par l'Adhérent. Ainsi, sauf dispositions particulières contraires des présentes, les clauses des Conditions Générales de JAZZ sont également applicables à l'option Tranquillité.

### 1. OBJET

L'option Tranquillité se compose :

- des Services Opposition Toutes Cartes et Mémoire,
- de l'Assurance Garantie Prix.

Les services inclus dans cette option forment un ensemble indivisible de services. La résiliation de l'un ou l'autre de ces services entraîne automatiquement la résiliation de l'option Tranquillité elle-même.

### 2. COTISATION DE L'OPTION

Le montant de la cotisation afférente à l'option est indiqué dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers » (1).

La cotisation afférente à l'option s'ajoute à celle de JAZZ. La cotisation JAZZ et la cotisation de l'option sont prélevées, sur le compte auquel est rattaché JAZZ, mensuellement, concomitamment et séparément, en milieu de mois. Pour un contrat souscrit entre le 1er et le 14, la cotisation est prélevée dès le mois de souscription. Pour un contrat souscrit à partir du

15 du mois, la cotisation n'est prélevée qu'à compter du mois suivant.

- (1) *Les opérations faisant l'objet d'une tarification figurent dans le document « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ». Ce document est remis à l'ouverture du compte mis à jour régulièrement et tenu à la disposition de la clientèle dans nos agences et sur le site internet : particuliers.societegenerale.fr.*

### 3. LES SERVICES OPPOSITION TOUTES CARTES ET MEMOIRE

Les Services Opposition Toutes Cartes et Mémoire sont assurés par Loyaltybuild Limited, société de droit irlandais, immatriculée en Irlande sous le numéro 411428, dont le siège social est situé Station Road Ennis, County Clare, Irlande, et dont le capital social est de 500 000 EUR, via sa succursale en France (qui utilise le nom commercial Affinion International), située 124, rue Réaumur, CS 60207, 75084 Paris Cedex 02, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 795 083 591. Le Service Opposition Toutes Cartes est ouvert 24 h/24, 7 j/7, pour le traitement des demandes d'opposition. Les Services Opposition Toutes Cartes et Mémoire sont ouverts du mardi au vendredi de 8 h 30 à 19 h 30 et les lundi et samedi de 9 h 15 à 17 h pour les

opérations d'information ou de mise à jour des données enregistrées. Le Service Mémoire est un service corollaire du Service Opposition Toutes Cartes et ne peut être souscrit séparément.

Tout courrier concernant les Services Opposition Toutes Cartes et Mémoire doit être envoyé à l'adresse suivante :  
AFFINION INTERNATIONAL SERVICE SOTC  
124, RUE RÉAUMUR, CS 60207, 75084 PARIS CEDEX 02

En cas de réclamation, Affinion International s'engage à en accuser réception sous 2 jours et à tenir l'Adhérent informé sous 10 jours ouvrés, sauf cas exceptionnels.

#### 3.1 Descriptif

Le Service Opposition Toutes Cartes offre à l'Adhérent un service d'aide en cas de perte ou de vol de ses cartes de paiement de crédit ou de retrait.

- Ce service consiste, d'une part, en un enregistrement initial des références des cartes de paiement, de crédit ou de retrait, et en la notification, par téléphone prioritairement, auprès de l'émetteur ou du centre d'opposition auquel fait appel ce dernier, de la perte ou du vol des cartes ainsi enregistrées.

- Le service Mémoire consiste en un enregistrement des numéros d'identification des cartes nationale d'identité, passeports, permis de conduire et tout type de document identifiant l'Adhérent comme étant son propriétaire (carte grise) et en une restitution de ces informations à la demande de

l'Adhérent, notamment en cas de vol ou de perte de ces documents.

- Tous les éléments enregistrés ainsi que divers événements personnels préalablement enregistrés (contrôle technique, date d'expiration des papiers d'identité...) pourront faire l'objet d'un rappel auprès de l'Adhérent pour signaler les dates d'échéance, 3 mois avant pour les papiers d'identité, 45 jours avant pour la date du prochain contrôle technique.

- L'Adhérent pourra à tout moment se faire restituer sur demande par téléphone ou par Internet les éléments enregistrés.

#### 3.2 Éligibilité

Les cartes pour lesquelles le service Opposition Toutes Cartes peut être fourni sont celles préalablement enregistrées par le Service Opposition Toutes Cartes avant le vol ou la perte, émises en France, et relevant de l'une des catégories suivantes :

- cartes de retrait d'espèces auprès de distributeurs automatiques,
- cartes de paiement,
- cartes de crédit,

- cartes de paiement des enseignes de distribution,
- cartes de paiement des compagnies pétrolières,
- cartes téléphoniques à débit différé,

Il n'y a pas de limite au nombre de cartes qui peuvent être enregistrées pourvu qu'elles appartiennent à l'une des catégories définies et qu'elles constituent le support d'un moyen de paiement ou d'un accès à un crédit.

Ne sont notamment pas couvertes par le service : les cartes club, les télé- cartes pré-chargées, les cartes à points des compagnies aériennes et des distributeurs et toute autre carte non liée à un moyen de paiement ou de crédit.

Sont éligibles au Service Mémoire les éléments d'identification des papiers d'identité, permis de conduire, et dates du prochain contrôle technique, préalablement enregistrés via le formulaire adapté.

Les éléments relatifs aux téléphones portables des bénéficiaires du compte JAZZ entrent également dans le cadre du Service Mémoire :

- numéro d'appel,
- nom de l'opérateur,
- marque et modèle téléphone,
- numéro IMEI,
- numéro SIM.

Les cartes et papiers d'identité éligibles appartiennent à :

- l'Adhérent et le co-titulaire du compte joint support de la cotisation JAZZ en cas de compte joint,
- au conjoint de l'Adhérent, à son concubin ou à son PACsé,
- aux enfants à charge de l'Adhérent (même foyer fiscal que l'Adhérent).

### 3.3 Fonctionnement

Les Services Opposition Toutes Cartes et Mémoire sont fournis dans les conditions ci-après décrites. La responsabilité d'Affinion

International ne pourra être engagée lorsque l'Adhérent n'a pas respecté les consignes ci- après.

#### 3.3.1. Procédure d'enregistrement des cartes ou des documents ou informations

L'Adhérent complète un formulaire d'enregistrement, joint au Dossier de Bienvenue, qui lui est remis lors de son adhésion à JAZZ, en mentionnant les cartes et les documents ou informations liées aux rubriques proposées dont il souhaite l'enregistrement. Ce formulaire d'enregistrement doit être renvoyé dûment complété et signé dans les plus brefs délais.

L'envoi de ce formulaire d'enregistrement (par courrier) vaut mandat donné par l'Adhérent au Service Opposition Toutes Cartes de contacter le cas échéant les émetteurs des cartes concernées ou les centres d'opposition auxquels ils font appel, et de leur signaler la perte ou le vol de ces cartes.

Aucun enregistrement ne sera effectué si le formulaire d'enregistrement ne comporte pas :

**- Pour les cartes :**

- o les références complètes des cartes et de leurs émetteurs,
- o des éléments de sécurité demandés à l'Adhérent pour la mise en œuvre du service,
- o la signature de l'Adhérent autorisant le Service Opposition Toutes Cartes à détenir les coordonnées des cartes et des documents qu'il aura communiqués et à procéder aux premières étapes de l'opposition le cas échéant.

**- Pour les papiers :**

- o les éléments d'identification complets des papiers d'identité,

- o des éléments de sécurité demandés à l'Adhérent pour la mise en œuvre du service,
- o la signature de l'Adhérent autorisant le Service Mémoire à détenir les informations sur les documents qu'il aura communiqués.

Les informations figurant dans le formulaire d'enregistrement seront conservées par Affinion International sur un support informatique, qui, de convention expresse, sera admissible comme moyen de preuve des instructions données par l'Adhérent, sauf preuve contraire.

La confirmation de l'enregistrement des cartes, des numéros d'identification des cartes d'identité, passeports, permis de conduire mentionnés dans le formulaire d'enregistrement sera envoyée à l'Adhérent dans les 21 jours ouvrés à compter de la réception par le Service Opposition Toutes Cartes dudit formulaire d'enregistrement dûment complété.

L'Adhérent pourra actualiser les informations détenues par le Service grâce à des formulaires de mise à jour transmis par les Services Opposition Toutes Cartes et Mémoire, ou par simple appel téléphonique.

La consultation par l'Adhérent des informations détenues est soumise à la citation par l'Adhérent de ses éléments de sécurité et de son numéro d'Adhérent.

#### 3.3.2. Mise en œuvre de la procédure d'information des émetteurs des cartes enregistrées

Pour déclencher le Service Opposition Toutes Cartes, l'Adhérent doit appeler le 3955 et dire « Tranquillité » (service gratuit + prix appel). L'Adhérent devra mentionner au Service Opposition Toutes Cartes son numéro d'Adhérent et ses éléments de sécurité.

Le Service Opposition Toutes Cartes procédera alors aux premières étapes de la procédure de blocage (désignée également ci-après par les termes « mise en opposition » ou « opposition ») des cartes de l'Adhérent, par téléphone prioritairement ou télécopie, en contactant l'émetteur ou les centres d'opposition auxquels celui-ci fait appel dans les 2 jours ouvrés (hors Week- end).

Si le centre d'opposition de l'émetteur de la carte perdue ou volée exige que l'Adhérent s'adresse directement à lui pour la

notification orale et/ou écrite de l'opposition, le Service Opposition Toutes Cartes se limitera alors à fournir dans les 2 jours ouvrés (hors week-end) à l'Adhérent, les coordonnées du/ des centre(s) d'opposition habilité(s) par l'émetteur.

Le Service Opposition Toutes Cartes ne prendra en compte aucune demande de réactivation des cartes.

La confirmation de la transmission des demandes aux émetteurs concernés sera envoyée par le Service Opposition Toutes Cartes à l'Adhérent 2 jours ouvrés (hors Week-end). Ce courrier récapitulera l'ensemble des émetteurs contactés. Il comportera en outre un formulaire pour l'enregistrement éventuel des nouvelles cartes de l'Adhérent



### 3.4 Limites de responsabilités

Quels que soient la forme et le délai de l'appel du Service Opposition Toutes Cartes par l'Adhérent, et la suite qui lui aura été donnée par le Service Opposition Toutes Cartes, le Service Opposition Toutes Cartes ne sera en aucun cas responsable des dommages subis par l'Adhérent, ou par les personnes éligibles au bénéfice du Service Opposition Toutes Cartes, à raison d'une utilisation frauduleuse de cartes de paiement ou de crédit dont l'Adhérent, ou ces personnes, sont titulaires.

Le Service Opposition Toutes Cartes ne concerne que les premières étapes de la procédure de blocage de la carte. Il ne consiste pas en l'accomplissement de toutes les formalités que suppose la mise en opposition d'une carte de crédit, de paiement ou de retrait.

Aussi, le Service Opposition Toutes Cartes n'effectuera pas d'autres démarches que l'appel téléphonique ou l'envoi d'une télécopie, les autres démarches incombant au titulaire de la carte pour que son opposition devienne définitive, ou soit même simplement prise en compte auprès des organismes émetteurs. En particulier, le Service Opposition Toutes Cartes ne se substituera pas à l'Adhérent pour toute notification écrite requise

par la plupart des émetteurs, ni pour l'accomplissement de toute démarche, déclaration de vol, de perte ou dépôt de plainte.

Le Service Opposition Toutes Cartes ne peut être considéré comme l'agent ou le mandataire des émetteurs de cartes couvertes par le service, et ne bénéficie d'aucun agrément de la part de ces derniers.

L'intervention du Service Opposition Toutes Cartes ne peut être entendue comme modifiant les conditions de prise en compte de l'opposition chez l'émetteur qui restent régies par le Contrat qui lie l'Adhérent et l'émetteur de la carte concernée.

Les cartes enregistrées auprès du Service Opposition Toutes Cartes ne bénéficient à ce titre d'aucun service d'assurance.

Le Service Opposition Toutes Cartes ne peut être tenu pour responsable du défaut de traitement ou de prise en compte par l'émetteur, ou par le centre d'opposition auquel il fait appel, de la notification de la perte ou du vol faite par le Service Opposition Toutes Cartes, et notamment en cas de non transmission par le centre d'opposition de cette déclaration à l'organisme émetteur.

## 4. L'ASSURANCE GARANTIE PRIX (NOTICE D'INFORMATION)

Dispositions du contrat de groupement n° 40 388 452 souscrit par Société Générale, tant pour son compte que celui de ses filiales, auprès de l'Assureur Allianz IARD (entreprise régie par le *Code des Assurances*), par l'intermédiaire de la société de courtage d'assurances Affinion International Assurances (immatriculation ORIAS n° 07 026 343) et présenté par la Société

Générale en sa qualité d'intermédiaire en assurances, immatriculation ORIAS n° 07 022 493.

Autorité chargée du contrôle - Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution ACPR, 4 place de Budapest, CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

### 4.1. Définitions

#### 4.1.1. Assureur

Allianz IARD, Société Anonyme au capital de 991 967 200 EUR, ayant pour numéro unique d'identification 542 110 291 RCS Paris, entreprise régie par le *Code des Assurances*, siège social : 87, rue de Richelieu - 75002 Paris

#### 4.1.2. Souscripteur

Société Générale, SA au capital de 1 009 897 173,75 EUR ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 RCS Paris, siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 Paris, immatriculation à l'ORIAS n° 07 022 493.

#### 4.1.3. Assuré

L'Adhérent à l'option Tranquillité, détenteur de cartes bancaires ou de carnets de chèques émis par Société Générale (à l'exception de la carte Alterna) et rattachés au compte de particuliers supportant la cotisation JAZZ, ou le co-titulaire de ce compte Adhérent de JAZZ, ayant effectué l'achat, objet de la garantie, avec lesdites cartes bancaires ou chèques bancaires (hors achat à crédit via l'Option Crédit).

#### 4.1.4. Intermédiaire en assurance

Société Générale, SA au capital de de 1 009 897 173,75 EUR au 31/03/2016, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 RCS Paris, siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 Paris, agissant en sa qualité d'intermédiaire en assurances.

Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L. 512-6 et L. 512-7 du *Code des Assurances*. Immatriculation à l'ORIAS n° 07 022 493.

#### 4.1.5. Intermédiaire gestionnaire

Affinion International Assurances, SARL au capital de 8 000 EUR, ayant pour numéro unique d'identification 795 083 591 RCS Paris, siège social : 124, rue Réaumur, CS 60207, 75084 Paris Cedex 02. Immatriculation à l'ORIAS n° 07 026 343.

#### 4.1.6. Bien neuf garanti

Tout article, marchandise et, plus généralement, tout bien meuble acheté en France métropolitaine :

- jamais utilisé avant l'achat, ni transformé,
- acheté dans un point de vente physique accessible au grand public, hors achat à distance et Internet,
- acheté dans un but non lucratif et non commercial,
- acheté exclusivement au comptant et au moyen d'une carte bancaire et/ou d'un chèque bancaire rattaché(s) au compte de particuliers supportant la cotisation JAZZ, hors carte Alterna et hors achat à crédit via l'Option Crédit.

#### 4.1.7. Droit applicable

Le droit français.

### 4.2. Objet de la garantie

L'Assureur garantit le remboursement à l'Assuré de la différence entre le prix qu'il a payé pour l'achat d'un bien neuf garanti et un prix inférieur qu'il a constaté dans un point de vente physique à accès grand public - pendant les 60 (soixante) jours suivant cet achat pour un bien neuf identique, de même marque portant la

même référence du fabricant, même en période de soldes. La date de constatation sera celle mentionnée sur le document attestant de la différence de prix. À compter de la date de constatation, l'Assuré dispose d'un délai de 5 (cinq) jours ouvrés

pour déclarer le sinistre en appelant le 3955 avec le mot clé « tranquillité » (service gratuit + prix appel)

#### 4.3. Prise d'effet et cessation de la garantie

La garantie prend effet au jour de la souscription de l'option Tranquillité par l'Assuré. La garantie cesse :

- le lendemain de la demande de résiliation de JAZZ ou de l'option Tranquillité par l'Assuré,
- le lendemain de la résiliation par Société Générale de l'adhésion au Programme JAZZ souscrit par l'Assuré,

- et dans tous les autres cas prévus par le *Code des Assurances*, notamment en cas de résiliation par l'Assureur ou le souscripteur (l'Assuré en sera informé au plus tard deux mois avant la date de résiliation effective).

#### 4.4. Étendue de la garantie

La garantie est acquise pour tout bien neuf garanti :

- pendant 60 (soixante) jours à compter de la date d'achat ou de livraison du bien neuf garanti,

- même si la différence de prix est observée dans un point de vente accessible au grand public autre que celui où le bien neuf garanti a été acheté.

#### 4.5. Montant de la garantie

La garantie est acquise jusqu'à 1000 (mille) EUR TTC par bien neuf garanti pour lequel une différence de prix est constatée, dès lors que la différence de prix est égale ou supérieure à 15 (quinze) EUR. Le total des remboursements au titre de cette

garantie ne pourra excéder 1 530 (mille cinq cent trente) EUR TTC par Assuré et par période successive de douze mois suivant la date d'adhésion à l'option Tranquillité.

#### 4.6. Exclusions de la garantie

- a) Les objets d'art, antiquités, articles de collection (tels que timbres), chèques de voyages, monnaie scripturale, lingots et pièces en or, instruments négociables, bons,
- b) les animaux et les plantes,
- c) l'habitation ou toute autre structure permanente,
- d) les biens attachés, incorporés à la terre ou en devenant partie intégrante et de façon générale tous les biens immeubles par destination (par exemple : carrelage, papiers peints, matériaux de construction...), ainsi que tous éléments devenant immeubles par destination (par exemple : cuisines équipées, volets roulants),
- e) les biens consommables et périssables, la nourriture, les carburants,
- f) les engins motorisés aériens, flottants ou terrestres, y compris les pièces et accessoires, les remorques, caravanes et camping-cars,
- g) les biens relevant de liquidations de stock et les biens proposés par des soldeurs professionnels,
- h) les biens spécialement commandés, faits main ou sur mesure,
- i) les équipements optiques ou médicaux y compris lunettes (solaires et/ou correctives), lentilles de contact, appareils dentaires,
- j) les biens acquis illégalement,
- k) le coût lié à l'acheminement du bien neuf garanti,
- l) les prestations de services, redevances, abonnement (exemple : téléphone portable, Internet...) et biens immatériels de toutes natures (exemple : voyages), les

locations, les valeurs, les billets de toutes sortes (théâtre, concert, cinéma, etc.)

m) les biens achetés par le personnel, le gérant, le propriétaire - ainsi que les conjoints et concubins de ces personnes - du magasin ou de l'enseigne où le bien a été acheté, ou de ceux où la baisse de prix a été constatée,

n) les biens achetés ou pour lesquels la différence de prix est constatée à l'étranger ou dans une zone franche (« duty free »),

o) les biens achetés en dehors de la période d'adhésion à l'option Tranquillité,

p) les biens achetés ou pour lesquels la différence de prix est constatée sur des catalogues de vente par correspondance,

q) les biens d'occasion,

r) les biens neufs vendus comme partie d'un lot,

s) les biens ayant déjà fait l'objet d'un remboursement en différence de prix constatée, que ce soit dans le cadre du présent contrat ou de tout autre contrat,

t) les articles achetés à partir d'un site Internet ou d'achat à distance,

u) les articles achetés hors de France métropolitaine,

v) les articles qui n'ont pas été payés - en une ou plusieurs transactions

- avec la carte de paiement (hors carte Alterna et hors achat à crédit via l'Option Crédit) ou le chéquier rattaché au compte bénéficiant de la convention JAZZ. Le débit de l'achat devra apparaître sur le relevé de compte supportant la cotisation JAZZ.

#### 4.7. Territorialité

La garantie s'applique à tout bien acheté et dont la différence de prix est constatée en France métropolitaine.

#### 4.8. Mise en œuvre de la garantie

L'assuré doit :

- déclarer toute différence de prix sur un bien neuf garanti dans les 5 (cinq) jours ouvrés suivant la constatation, par téléphone : au 3955 avec le mot clé « Tranquillité » (service gratuit + prix appel).

- renvoyer le formulaire d'indemnisation qu'Affinion International Assurances lui aura fourni suite à sa déclaration, accompagné des pièces justificatives et ce, dans les 30 (trente) jours suivant la date de réception du formulaire d'indemnisation.

Pièces justificatives à fournir par l'Assuré :

- l'original de la facture d'achat du bien concerné mentionnant les références du distributeur ou du fabricant du bien, sur papier en-tête du magasin ou avec le cachet du magasin,
- la photocopie du relevé de compte bancaire ou un extrait de compte bancaire supportant la cotisation de la convention JAZZ et sur lequel apparaît le débit de l'achat concerné,
- un document original daté émanant du distributeur ou du fabricant du bien (sur papier en-tête ou avec le cachet du

magasin) justifiant la différence de prix et indiquant les mêmes marques et mêmes références que l'original de la facture d'achat,

- une attestation de non remboursement de la différence de prix, effectuée par le magasin où le bien a été acheté, si l'enseigne propose également un service de remboursement de la différence de prix.

En outre, l'Assureur se réserve le droit de diligenter une enquête sur la vérification du prix et de demander toute autre pièce justificative à l'Assuré.

#### 4.9. Règlement

L'Assureur s'engage à régler les indemnités dues, dans les limites prévues par la garantie, et ce sous 21 (vingt-et-un) jours ouvrés à partir du jour où il aura reçu toutes les pièces justificatives.

Ce délai ne sera toutefois pas applicable dans le cas où l'Assureur diligente une enquête sur la vérification du prix

#### 4.10. Pluralité d'assurances

Conformément aux dispositions de l'article L. 121-4 du *Code des Assurances*, l'Assuré doit déclarer à Affinion International Assurances les polices d'assurance de même nature souscrites auprès d'autres assureurs en communiquant leur nom et les sommes assurées. Quand elles sont contractées sans fraude,

chacune d'elles produit ses effets dans les limites de garantie du contrat et dans le respect des dispositions de l'article L. 121-1 du *Code des Assurances*. Dans ces limites, l'Assuré pourra obtenir l'indemnisation de ses dommages en s'adressant à l'Assureur de son choix.

#### 4.11. Correspondance

Toute demande de renseignements, précision complémentaire, réclamation doit systématiquement et exclusivement être adressée à :

AFFINION INTERNATIONAL ASSURANCES SERVICE  
GARANTIE PRIX  
124, RUE RÉAUMUR, CS 60207, 75084 PARIS CEDEX 02

En cas de réclamation, Affinion International s'engage à en accuser réception sous 2 jours et à tenir l'Adhérent informé sous 10 jours ouvrés, sauf cas exceptionnels

#### 4.12. Prescription

Prescription des actions dérivant du contrat d'assurance :

Les dispositions relatives à la prescription des actions dérivant du contrat d'assurance sont fixées par les articles L 114-1 à L 114-3 du Code des assurances reproduits ci-après :

Article L 114-1 du Code des assurances :

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, notwithstanding les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré.

Article L 114-2 du Code des assurances :

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec

accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L 114-3 du Code des assurances :

Par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Information complémentaire :

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription visées à l'article

L. 114-2 du Code des assurances sont énoncées aux articles 2240 à 2246 du Code civil reproduits ci-après.

Pour prendre connaissance de toute mise à jour éventuelle de ces dispositions précitées, nous vous invitons à consulter le site Officiel « [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr) »

Article 2240 du Code civil :

La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription.

Article 2241 du Code civil :

La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion. Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure.

Article 2242 du Code civil :

L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

**Article 2243 du Code civil :**

L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée.

**Article 2244 du Code civil :**

Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée.

**Article 2245 du Code civil :**

L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription contre tous les

autres, même contre leurs héritiers. En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu. Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

**Article 2246 du Code civil :**

L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution.

#### **4.13. Compétence judiciaire**

En cas de litige entre l'Assuré et l'Assureur, le tribunal compétent sera le tribunal du domicile de l'Assuré.

#### **4.14. Modification**

En cas de modification des conditions du contrat de groupement Garantie Prix n° 40 388 452, l'Assuré en sera informé par écrit, au plus tard trois mois avant la date d'entrée en vigueur de ces modifications.

Ce document est une notice d'information, extrait du contrat de groupement n° 40 388 452, et a une valeur contractuelle. À ce

titre, les clauses de cette notice d'information sont opposables à l'Adhérent.

Un exemplaire du contrat Service Garantie Prix n° 40 388 452 est disponible sur simple demande auprès d'Affinion International Assurances.

### **5. DURÉE DE L'OPTION**

La présente option est conclue pour une durée indéterminée.

### **6. RÉSILIATION DE L'OPTION**

#### **6.1. Résiliation du fait de l'Adhérent**

L'Adhérent peut à tout moment résilier l'option, par lettre simple, lettre recommandée ou lettre signée remise à son guichet.

Lorsque l'option est rattachée à un compte collectif, chaque cotitulaire peut individuellement résilier l'option valablement. Une

telle résiliation sera opposable aux autres co-titulaires du compte sans que Société Générale n'ait besoin d'effectuer aucune démarche ni formalité à l'égard des autres co-titulaires.

#### **6.2. Résiliation du fait de Société Générale**

Société Générale se réserve la possibilité de résilier la présente option à tout moment moyennant un préavis d'un mois minimum. Cette résiliation sera portée à la connaissance de l'Adhérent par lettre simple. Elle prendra effet le dernier jour du mois au cours duquel le préavis se termine.

En outre, Société Générale se réserve le droit de résilier sans préavis l'option :

- en cas d'impossibilité de prélever le montant d'une cotisation due par l'Adhérent,
- en cas de comportement gravement répréhensible ou de manquement grave de l'Adhérent à ses obligations contractuelles.

#### **6.3. Conséquences de la résiliation**

La résiliation de l'option entraîne la résiliation de chaque service compris dans cette option (Service Opposition Toutes Cartes et Mémoire d'une part, et Assurance Garantie Prix d'autre part). Les services résiliés peuvent être souscrits à l'unité, aux conditions standards et financières prévues dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ». Sauf instruction contraire de l'Adhérent, la résiliation de l'option n'entraîne pas celle de JAZZ. L'Adhérent conserve les services communs et les avantages de JAZZ ainsi que les autres options éventuellement souscrites.

## OPTION SOUPLESE

L'option Souplesse n'est plus ouverte à la souscription depuis le 23 avril 2018. Ces conditions sont valables pour les Adhérents ayant souscrit cette option avant cette date.

Les présentes Conditions Générales de l'option Souplesse régissent les dispositions spécifiques à cette option et complètent, pour cette option, les Conditions Générales de JAZZ acceptées par l'Adhérent. Ainsi, sauf dispositions particulières contraires des présentes, les clauses des Conditions Générales de JAZZ sont également applicables à l'option Souplesse.

Lorsqu'un Adhérent JAZZ souscrit à l'option Souplesse, les dispositions du « 1 – Conditions Générales de Piano » lui sont opposables, à l'exclusion de celles qui sont exclues ou adaptées par les dispositions prévues au « 2 - Dispositions particulières pour les titulaires de l'option Souplesse ».

### 1. CONDITIONS GENERALES PIANO

Comprenant également la notice d'information de la garantie décès accidentel.

Piano n'est pas accessible aux mineurs. Dans le cadre d'un compte joint, il ne peut y avoir qu'un seul Piano.

#### 1.1 Objet de Piano

L'offre Piano est composée des prestations suivantes :  
- un forfait d'exonération d'agios (intérêts débiteurs),

- la prise en charge des frais de mise en opposition au paiement de chèque(s) pour perte ou vol,  
- une garantie décès accidentel.

#### 1.2 Le forfait d'exonération d'agios de Piano

L'Adhérent Piano bénéficie d'un forfait d'exonération d'agios pour une utilisation de sa Facilité de caisse inférieure ou équivalente à 460 EUR pendant 7 jours par mois calendaire, consécutifs ou non.

Lorsque l'Adhérent utilise sa Facilité de caisse dans les limites du forfait, il ne paye pas d'agios. Lorsque l'Adhérent utilise sa Facilité de caisse au-delà du forfait, il ne profite que d'une réduction d'agios, l'utilisation de sa Facilité de caisse en dépassement du forfait faisant l'objet d'un décompte d'intérêts débiteurs au taux en vigueur figurant dans le document « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers »

(1) Ces intérêts débiteurs sont alors calculés et prélevés selon les modalités indiquées dans les Conditions Générales de fonctionnement de la Facilité de caisse.

(1) *Les opérations faisant l'objet d'une tarification figurent dans le document « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ». Ce document est remis à l'ouverture du compte, mis à jour régulièrement et tenu à la disposition de la clientèle dans nos agences et sur le site internet : particuliers.societegenerale.fr.*

#### 1.3 La prise en charge des frais de mise en opposition de chèque(s) en cas de perte ou de vol

En cas de perte ou de vol d'une ou plusieurs formules de chèque(s) payables sur le compte rattaché à Piano, le client est exonéré des frais de mise en opposition, pendant toute la durée de l'adhésion. Les oppositions au paiement d'un chèque pour

utilisation frauduleuse ou sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire du porteur sont facturées dans les conditions habituelles (voir les « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers »).

#### 1.4 Garantie décès accidentel (notice d'information)

Contrat d'assurance collective sur la vie souscrit par Société Générale, 29, boulevard Haussmann - 75009 Paris, auprès de Sogécap. Il est présenté par Société Générale (immatriculation au registre des intermédiaires en assurance – ORIAS – n° 07 022 493) en sa qualité de courtier d'assurances. Ce contrat relève de la branche 1 (accident) pour laquelle Sogécap a reçu un agrément. Sogécap, Société Anonyme d'assurance sur la vie et de capitalisation au capital de 1 168 305 450 EUR entièrement libéré, régie par le Code des Assurances - 086 380 730 RCS Nanterre - SIRET 086 380 730 00084 Siège social : 50, avenue du Général-de-Gaulle - 92093 Paris La Défense Cedex.

Service Relations Clients : 42, bd Alexandre Martin - 45057 Orléans Cedex 1 - Tél : 0 969 362 362 (numéro non surtaxé) - Fax : 02 38 79 54 54.

Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) : 4 place de Budapest, CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

- **Les caractéristiques de la garantie assurance décès accidentel :**

Pourront bénéficier de la garantie décès accidentel les Adhérents à Piano qui sont titulaires d'un compte individuel ou joint ou en indivision à Société Générale. En cas de compte joint ou en indivision, chaque titulaire sera assuré mais seul le premier décès accidentel donnera lieu au versement de la prestation.

Par « accident », il faut entendre toute atteinte corporelle non intentionnelle résultant de l'action soudaine et imprévisible d'une cause extérieure. **Ne sont jamais considérés comme accidents les hernies, ptôses, lumbagos, infarctus du myocarde quelle qu'en soit l'origine.**

Sogécap s'engage en cas de décès accidentel de l'Adhérent avant l'échéance annuelle qui suit son 80e anniversaire à verser un capital décès égal au montant du découvert constaté sur le compte référencé sur la demande d'adhésion à la date effective du décès accidentel dans la limite de 4000 EUR. La prestation versée en cas de décès accidentel est acquise à condition que le décès intervienne dans les 12 mois qui suivent la date dudit accident et qu'il y ait une relation de cause à effet entre l'accident et le décès.

**- Le règlement de la prestation :**

La prestation sera versée sous réserve de la remise à Sogécap, Service Prévoyance – 42, boulevard Alexandre Martin - 45057 Orléans Cedex 1, des pièces suivantes :

- extrait de l'acte de décès de l'Assuré (original ou copie certifiée),
- certificat médical « post mortem » établissant le lien de causalité entre l'accident et le décès, ou procès-verbal de gendarmerie ou coupure de presse,
- copie du dernier prélèvement effectué au titre de Piano,
- relevé de compte de l'Assuré établi à la date exacte du décès accidentel,
- demande de prestation complétée et signée par l'agence ainsi que le relevé d'identité bancaire du compte de l'Assuré sur lequel sera effectué le règlement,
- éventuellement tout autre document nécessaire à la constitution du dossier.

La prestation sera versée dans les 30 jours de la remise à Sogécap des pièces indiquées ci-avant sous réserve d'une éventuelle procédure d'expertise. Sogécap versera à Société Générale, bénéficiaire acceptant de l'adhésion, une prestation égale au découvert constaté sur le compte de l'Adhérent à la date du décès accidentel, dans la limite de 4 000 EUR.

**- Les risques exclus :**

**La garantie décès accidentel vous garantit contre les accidents survenant à la maison, au travail, en voyage, 24h/24 dans le monde entier à l'exclusion des accidents résultant (la charge de la preuve incombant à Sogécap) :**

- de suicide ou d'acte intentionnel ou illégal de l'adhérent assuré ou des bénéficiaires,
- d'actes de guerre civile ou étrangère déclarés ou non, de la participation à des rixes sauf cas de légitime défense, actes de terrorisme ou de sabotage,
- d'un accident nucléaire, du pilotage d'avion ou de tout autre appareil volant ou de la pratique de l'U.L.M., du parapente, du deltaplane, du parachutisme à ouverture retardée, ou toute activité aérienne assimilée,
- de la pratique de sports à titre professionnel ou de la participation à des compétitions, essais, paris, défis, tentatives de records nécessitant l'utilisation d'un engin à moteur,
- de la pratique des sports ou professions suivants : alpinisme avec ou sans varappe, hors d'Europe, trekking ou randonnée, au-dessus de 3 500 mètres d'altitude, plongée sous-marine à titre professionnel, saut à l'élastique, spéléologie avec plongée sous-marine, saut à ski en tremplin, bobsleigh, luge de compétition,
- de l'usage de stupéfiants non prescrits médicalement, d'un état d'ivresse ou d'alcoolisme,
- de toutes les conséquences d'accidents survenus antérieurement à la prise d'effet de l'adhésion.

**- Expertise :**

En cas de désaccord entre les héritiers de l'Assuré d'une part et Sogécap d'autre part, quant au paiement de la prestation, une expertise amiable peut être envisagée par les parties, sous

réserve de leurs droits respectifs. Chaque partie choisit alors un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert et opèrent en commun et à la majorité des voix. Faute par une partie de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal de Grande Instance ou du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel se trouve le lieu de résidence de l'Adhérent. Cette désignation a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente, faite au plus tôt 15 jours après l'envoi, à l'autre partie, d'une lettre recommandée de mise en demeure avec accusé de réception. Chaque partie supporte les frais et honoraires de son expert et, pour moitié, ceux du tiers-expert.

**- Modification des caractéristiques de la garantie assurance décès accidentel :**

En cas de modification du contrat collectif d'assurance accident souscrit par Société Générale auprès de Sogécap, les Adhérents seraient informés par écrit des modifications qu'il est prévu d'apporter à leurs droits et obligations conformément à l'article L. 141-4 du Code des Assurances. Pour de plus amples informations, l'adhérent peut s'adresser à l'agence ayant recueilli son adhésion.

**- Prescription :**

Conformément aux articles L. 114-1, L. 114-2 et L. 114-3 du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

### 1.5 Cotisation annuelle de l'adhésion

Le montant de la cotisation annuelle d'adhésion à Piano est indiqué dans le document intitulé « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ».

La cotisation est prélevée d'avance et tous les ans sur le compte rattaché à Piano. En cas de résiliation, par l'une ou l'autre des

parties de l'adhésion à Piano, la fraction de cotisation payée d'avance et afférente à la période courant de la résiliation à la date anniversaire de l'adhésion, sera remboursée « prorata temporis » par virement sur le compte rattaché à Piano.

### 1.6 Prise d'effet et durée de l'adhésion

L'adhésion à Piano, sous réserve du paiement de la cotisation annuelle, prend effet :

- le jour de l'envoi du bulletin d'adhésion, le cachet de la Poste faisant foi, en cas d'adhésion par correspondance,

- le jour de la signature du bulletin d'adhésion en cas d'adhésion à l'agence. L'adhésion est conclue pour une durée indéterminée.

En cas de décès accidentel avant le paiement effectif de la première cotisation, la garantie décès accidentel ne sera pas mise en jeu et l'adhésion sera considérée comme sans effet.

### 1.7 Résiliation de l'adhésion

#### - Résiliation du fait de l'une ou l'autre des parties

Société Générale ou l'Adhérent peuvent, par lettre simple, mettre fin unilatéralement à tout moment à l'adhésion Piano. Lorsqu'elle intervient sur l'initiative de l'Adhérent, la résiliation prend effet dès réception de la lettre de résiliation par l'agence (par simple courrier ou remise directement au guichet). Lorsqu'elle intervient sur l'initiative de Société Générale, elle prend effet moyennant un préavis de 30 jours. Lorsque Piano est rattaché à un compte collectif, chaque cotitulaire peut individuellement résilier Piano valablement. Une telle résiliation sera opposable aux autres cotitulaires du compte sans que Société Générale n'ait besoin d'effectuer aucune démarche ni formalité à l'égard des autres cotitulaires.

#### - Résiliation de plein droit :

L'adhésion sera résiliée de plein droit :

- en cas de résiliation du contrat collectif d'assurance accident par Sogécap ou Société Générale : les garanties accordées seraient maintenues aux adhésions en cours, dans les mêmes conditions de fonctionnement du contrat collectif d'assurance accident.

- les Adhérents seraient informés de cette résiliation par écrit au plus tard un mois avant la date de non-renouvellement et un nouvel interlocuteur leur serait indiqué.

- en cas de non-paiement de la cotisation,  
- en cas de décès de l'Adhérent pour un compte individuel ou de l'un des Adhérents pour un compte joint ou en indivision,  
- en cas de clôture du compte rattaché à Piano.

#### - Effets de la résiliation

La résiliation de Piano met fin au forfait d'exonération d'agios et à la garantie décès accidentel. Par ailleurs, toutes les oppositions au paiement des chèques perdus ou volés effectuées après la résiliation de Piano sont facturées aux conditions habituelles (voir les documents « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers »).

Sauf information contraire de l'Adhérent, la résiliation de Piano ne met pas fin automatiquement à la Facilité de caisse. Dans ce cas, celle-ci reste en place et fonctionne dans les conditions prévues aux Conditions Générales de la Facilité de caisse.

### 1.8 Modification du contrat

Toute mesure législative ou réglementaire, qui aurait pour effet de modifier tout ou partie du présent contrat, sera applicable dès son entrée en vigueur. Par ailleurs, les conditions générales et/ou tarifaires de Piano peuvent évoluer. Dans ce cas, Société Générale communiquera à l'adhérent les modifications envisagées, sur support papier ou un autre support durable, au minimum deux mois avant leur date d'effet.

L'Adhérent pourra pendant ce délai refuser ces modifications et résilier sans pénalités le présent contrat selon les modalités prévues au 1.7.

En l'absence de dénonciation par l'Adhérent dans le délai susvisé, la ou les modifications seront considérées à son égard comme définitivement approuvées à l'issue de ce délai.

## 2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES POUR LES TITULAIRES DE L'OPTION SOUPLESE

### 2.1 Contenu de l'option Souplesse

L'option Souplesse comprend un Piano modifié comme indiqué ci-dessous ainsi que la prise en charge du prix de la lettre

d'information envoyée à l'Adhérent JAZZ lorsque son compte présente un solde débiteur non autorisé.

#### 2.1.1 Modification relative au forfait d'exonération d'agios

L'article 1.2 ci-dessus est modifié dans l'option Souplesse, en ce que l'Adhérent à l'option Souplesse bénéficie d'un forfait d'exonération d'agios pour une utilisation de sa Facilité de caisse

inférieure ou équivalente à 500 EUR pendant 7 jours par mois calendaire, consécutifs ou non.

#### 2.1.2 Modification relative à la cotisation

L'article 1.5 ci-dessus est modifié en ce que la cotisation à l'option Souplesse est mensuelle.

Le prix de la cotisation est indiqué dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ».

La cotisation afférente à l'option Souplesse s'ajoute à celle de JAZZ. La cotisation JAZZ et la cotisation de l'option sont prélevées, sur le compte auquel est rattaché JAZZ, mensuellement, concomitamment et séparément.

## **2.2 Durée et résiliation de l'option Souplesse**

La présente option est conclue pour une durée indéterminée. La résiliation peut intervenir dans les mêmes conditions que celles prévues aux deux premiers paragraphes de l'article 1.7 ci-avant. Elle intervient en outre de plein droit en cas de résiliation de Piano.

- en cas d'impossibilité de prélever le montant de la cotisation mensuelle due par l'Adhérent,
- en cas de comportement gravement répréhensible ou de manquement grave de l'Adhérent à ses obligations contractuelles.

Enfin, Société Générale se réserve le droit de résilier sans préavis la présente option :

## **2.3 Effets de la résiliation de l'option Souplesse**

### **2.3.1 Effet sur la lettre d'information**

Envoyée à l'Adhérent JAZZ lorsque son compte présente un solde débiteur non autorisé. La résiliation de l'option Souplesse entraîne la fin de l'exonération du prix de cette lettre.

### **2.3.2 Effet sur Piano**

La résiliation de l'option Souplesse entraîne celle de Piano. Les conséquences de la résiliation de Piano sont indiquées au dernier paragraphe de l'article 1.7 ci-avant. Néanmoins, il est ici précisé qu'en cas de résiliation de JAZZ (entraînant la résiliation de l'option Souplesse), et hors les cas

de clôture de compte, l'Adhérent conserve, sauf indication contraire de sa part et nonobstant la résiliation de JAZZ, Piano à l'unité, aux conditions prévues à l'article 1.

### **2.3.3 Effet sur JAZZ**

Sauf instruction contraire de l'Adhérent, la résiliation de l'option Souplesse n'entraîne pas automatiquement celle de JAZZ.

L'Adhérent conserve les services communs et les avantages de JAZZ, ainsi que les autres options éventuellement souscrites.



## OPTION INTERNATIONALE

Les présentes Conditions Générales de l'option Internationale régissent les dispositions spécifiques à cette option et complètent, pour cette option, les Conditions Générales de JAZZ acceptées par l'Adhérent. Ainsi, sauf dispositions particulières contraires des présentes, les clauses des Conditions Générales de JAZZ sont également applicables à l'option Internationale.

### 1. OBJET

L'option Internationale se compose d'un ensemble de services bancaires :

- des prestations en matière de paiements et de retraits effectués par carte dans des Distributeurs Automatiques de Billets en

dehors de la zone Euro avec la carte de paiement internationale souscrite dans le cadre de JAZZ (cf. article 4)

- des prestations en matière de virements non SEPA, si l'Adhérent choisit le niveau Illimité de l'option (cf. article 5).

### 2. CONDITIONS D'ADHÉSION

Peuvent souscrire à l'option Internationale, les Adhérents JAZZ personnes physiques de plus de 16 ans, titulaires d'une carte de paiement Internationale Visa ou Mastercard, rattachée à JAZZ.

L'option Internationale n'est pas proposée aux mineurs de moins de 16 ans.

### 3. COTISATION DE L'OPTION

Le montant de la cotisation afférente à l'option est indiqué dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers »  
Il varie en fonction du niveau d'option choisi (Initial, Intense, Illimité ou Etudiants) par l'Adhérent.

La cotisation de l'option s'ajoute à celle de JAZZ. Elle est prélevée mensuellement sur le compte auquel est rattaché JAZZ, en même temps que la cotisation JAZZ mais séparément. Tout mois civil commencé est dû dans son intégralité.

### 4. LES SERVICES LIÉS A LA CARTE DE PAIEMENT INTERNATIONALE

L'Adhérent est exonéré, à hauteur d'un certain nombre d'opérations qui varie selon le niveau d'option choisi, de commissions hors zone Euro sur les paiements et retraits par carte (hors retraits guichets, dans n'importe quel distributeur) effectués avec la carte internationale incluse dans JAZZ, à l'exclusion de toute autre carte bancaire. Cette exonération s'applique, à hauteur du nombre d'opérations compris dans chaque niveau d'option, sur les commissions fixes et variables prélevées par Société Générale. Elle ne s'applique pas aux commissions de change et éventuelles commissions pouvant être prélevées par les banques correspondantes.

Il existe quatre niveaux d'option (Initial, Intense, Illimité ou Etudiants) :

#### Niveau Initial :

- Exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur 6 paiements par carte bancaire hors zone Euro, par mois ;
- Exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur 2 retraits par carte bancaire dans un Distributeur Automatique de Billets (hors guichets) hors zone Euro, par mois.

#### Niveau Intense :

- Exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les paiements par carte bancaire hors zone Euro ;
- Exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les retraits par carte bancaire dans un Distributeur Automatique de Billets (hors guichets) hors zone Euro.

#### Niveau Illimité :

- Exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les paiements par carte bancaire hors zone Euro ;

- Exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les retraits par carte bancaire dans un Distributeur Automatique de Billets (hors guichets), hors zone Euro ;

- En plus de services liés à la carte de paiement internationale, en niveau Illimité, l'Adhérent bénéficie de l'exonération des frais pour émission ou réception de virements internationaux pris par Société Générale sur tous les virements occasionnels internationaux non SEPA reçus et émis en agence ou sur Internet (montant maximum autorisé pour un virement sur Internet : 4 000 €. Au-delà de 4 000 €, l'Adhérent doit contacter son Conseiller clientèle) (cf. article 5).

#### Niveau Etudiants :

- Exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les paiements par carte bancaire hors zone Euro ;

- Exonération des commissions fixes et variables Société Générale sur tous les retraits par carte bancaire dans un Distributeur Automatique de Billets (hors guichets), hors zone Euro.

- En plus de services liés à la carte de paiement internationale, en niveau Etudiants, l'Adhérent bénéficie de l'exonération des frais pour émission ou réception de virements internationaux pris par Société Générale sur tous les virements occasionnels internationaux non SEPA reçus et émis en agence ou sur Internet (montant maximum autorisé pour un virement sur Internet : 4 000 €. Au-delà de 4 000 €, l'Adhérent doit contacter son Conseiller clientèle).

Ce niveau est réservé aux étudiants de moins de 29 ans révolus (Présentation d'un justificatif du statut d'étudiant obligatoire valide au moment de la souscription). Dès lors que les conditions ne sont plus remplies (client non étudiant et/ou client âgé de 30 ans ou plus), le niveau basculera automatiquement en niveau Intense et sera facturé au tarif en vigueur dès le mois de changement de situation.

Le niveau d'option choisi par l'Adhérent est indiqué aux Conditions Particulières de l'option Internationale.

Rappels :

- les retraits et paiements effectués en devises sont convertis en Euro par CB Visa ou CB Mastercard, aux conditions de change de leurs réseaux au jour de réception de l'opération.

- les éventuelles commissions des banques correspondantes restent à la charge de l'Adhérent.

- hors option Internationale de JAZZ, la commission fixe pour paiement par carte bancaire dans un pays hors zone Euro ne s'applique qu'aux paiements de plus de 10 EUR

## 5. LES VIREMENTS INTERNATIONAUX

(Pour les Adhérents au niveau Illimité)

L'option de niveau Illimité inclut l'exonération des frais pour émission ou réception de virements internationaux pris par Société Générale sur tous les virements occasionnels non SEPA (internationaux) reçus et émis en agence ou sur Internet (montant maximum autorisé pour un virement sur Internet : 4 000 €. Au-delà de 4 000 €, l'Adhérent doit contacter son Conseiller clientèle).

Les virements concernés sont les virements en EUR ou en devises reçus du ou émis vers le reste du monde (hors zone SEPA), sans limitation de montant et émis, depuis Société Générale vers une autre banque ou reçus d'une autre banque vers Société Générale.

Pour ces virements, demeurent à la charge de l'Adhérent :

- en fonction de l'option choisie, les frais « OUR » lors de l'émission d'un virement, les frais « BEN » lors de la réception d'un virement ;

- les commissions d'exécution du virement dues aux correspondants bancaires si ces derniers interviennent dans le traitement de l'opération ;

- les frais de port dans le cas où une preuve d'exécution serait demandée.

Les virements émis doivent comprendre obligatoirement les coordonnées complètes du bénéficiaire (IBAN et BIC). À défaut, une commission pour BIC/ IBAN absent ou incorrect sera perçue (cf. brochure « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers »).

Les autres virements donnent lieu à la facturation standard prévue dans la brochure « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers ».

## 6. DUREE DE L'OPTION – RÉSILIATION

### 6.1 Durée de l'option

La présente option est conclue pour une durée indéterminée. Chacune des parties peut à tout moment la résilier.

### 6.2. Résiliation du fait de l'Adhérent

L'Adhérent peut à tout moment résilier son option, par lettre simple, lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre signée remise à son guichet. La cotisation pour le mois en cours restera acquise à Société Générale.

Sauf instruction contraire de l'Adhérent, la résiliation de l'option n'entraîne pas celle de JAZZ.

### 6.3. Résiliation du fait de Société Générale

Société Générale se réserve la possibilité de résilier la présente option à tout moment moyennant un préavis d'un mois minimum. Cette résiliation sera portée à la connaissance de l'Adhérent par lettre simple et prendra effet le dernier jour du mois payé par l'Adhérent.

En outre, Société Générale se réserve le droit de résilier sans préavis la présente option :

- en cas d'impossibilité de prélever le montant de la cotisation mensuelle due par l'Adhérent,

- en cas de comportement gravement répréhensible ou de manquement grave de l'Adhérent à ses obligations contractuelles.

### 6.4. Conséquences de la résiliation

Sauf indication contraire de l'Adhérent, la résiliation de l'option n'entraîne pas la résiliation de JAZZ. L'Adhérent conserve les services communs et les avantages de JAZZ ainsi que les autres options éventuellement souscrites.

À compter de la résiliation de l'option, les prestations en matière de virements non SEPA, de paiements et de retraits

effectués en dehors de la zone Euro avec la carte de paiement internationale souscrite dans le cadre de JAZZ, sont facturées aux conditions standards indiquées dans la brochure des « Conditions appliquées aux opérations bancaires – particuliers »

